

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1913.

Budget du Congo belge pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. du BUS de WARNAFFE.

MESSEURS,

Le budget des recettes et des dépenses du Congo prévoit un déficit de 21,484,724 francs.

On s'en préoccupe avec raison, car ce déficit soulève de graves problèmes. Il importe de les étudier dans le calme : ils ont pour enjeu le sort de la colonie.

Cette situation déficitaire était prévue par certains, qui l'ont annoncée au cours des discussions sur la reprise du Congo. Cette perspective a été une des raisons pour lesquelles l'annexion a été combattue.

On la redoutait au point que, pour rassurer l'opinion publique, on a établi le régime de la séparation des patrimoines entre la métropole et la Colonie.

Aujourd'hui, qu'un déficit sérieux s'accuse, plus vite qu'on n'aurait pu le croire, à raison notamment de la crise du caoutchouc, la colonie ne réclame rien de la métropole.

Elle demeure dans le rôle que lui trace la loi coloniale qui ne lui laisse point d'autonomie en matière budgétaire.

Elle se borne à rendre compte de la situation et demande, pour l'instant, d'être autorisée à y parer par la voie de l'emprunt provisoire.

Pareille solution, qui s'impose dans les circonstances présentes, ne peut être que temporaire; elle laisse subsister le problème dans toute son ampleur.

(1) Budget, n° 5.

(2) La section centrale, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. du Bus de Warnaffe, Bertrand, Tibbaut, Mechelynck, Van Cauwelaert et Woeste.

Voilà pourquoi la question coloniale, à l'heure présente, doit solliciter nos méditations et nos études, afin que nous puissions, pour le plus grand bien de notre patrie, prendre les résolutions les plus sages, les plus mûrement pesées.

« La colonisation, disait Bismark, n'est possible que si elle peut compter » sur l'appui énergique et décidé de l'opinion publique. »

Il appartient à ceux qui ont la lourde responsabilité d'exercer le droit de contrôle et de direction que s'est réservé la Belgique d'éclairer et de diriger l'opinion publique.

La question coloniale est une question nationale.

Elle devrait demeurer en dehors de nos luttes de parti.

Peut-on espérer qu'il en sera ainsi ?

*
* *

L'expérience que nous ont apportée quatre années de vie coloniale, a démontré que les problèmes qu'elle soulève sont complexes et multiples, et que les premières dispositions que nous avons prises sont impuissantes à les résoudre. Il était d'ailleurs impossible d'arrêter dès le début des mesures définitives.

Celles-ci doivent s'inspirer des circonstances et des faits, et s'adapter au développement progressif de la colonie. Il en est ainsi de la question financière.

Mais à côté de celle-ci que d'autres, non moins graves !

Au point de vue international, notre politique est-elle nettement définie ?

Au point de vue administratif, le régime centralisateur que nous avons adopté, et dont on peut dire qu'il s'imposait au début, n'est-il pas aujourd'hui une entrave à la bonne gestion des affaires coloniales ?

Tout au moins ce régime ne devrait-il pas subir des modifications ?

Quelles leçons doit-on tirer à cet égard des faits aujourd'hui acquis ?

N'y a-t-il pas des réformes fiscales qui s'imposent ? D'aucuns se plaignent que l'impôt n'est pas perçu, et ils attribuent à ce fait la rareté de la main-d'œuvre.

Cette question de la main-d'œuvre est d'intérêt capital : elle ne fera dans l'avenir que croître d'importance.

Comment y pourvoir ?

Le régime légal du contrat du travail, établi par le décret du 17 août 1910, ne s'est-il pas trop inspiré de nos mœurs et de nos habitudes continentales ?

Quelles mesures pourraient être prises pour le développement de l'instruction ?

Au point de vue économique, les tarifs de transport et les droits de douanes ne constituent-ils pas une entrave à l'extension commerciale et industrielle ?

Ne sont-ils pas cause des retards que subit l'établissement de l'industrie agricole ?

N'y a-t-il pas de nombreux produits, dont l'exportation se trouve par le fait rendue impossible, notamment les produits forestiers ?

Nos voies ferrées sont dénoncées comme insuffisantes ; il en va de même de notre flotte.

Notre personnel colonial est-il suffisamment préparé à sa mission ?

N'y aurait-il pas lieu de réformer à cet égard nos programmes d'enseignement, de façon à susciter les vocations coloniales et à mieux former les candidats ?

Nous viserons ce point spécialement plus loin.

Un conflit s'est élevé entre les missionnaires et certains fonctionnaires. L'opinion publique s'en est vivement et justement préoccupée.

Voilà d'importantes questions, et il y en a bien d'autres.

Nous savons que l'Administration les étudie.

Mais il serait souhaitable que le grand public soit initié plus avant à tous ces problèmes, si l'on ne veut pas qu'il se désintéresse de la colonie.

A cet égard, on peut dire que les progrès immenses que nous avons réalisés sont chose quasi inconnue pour l'opinion publique, sans le concours de laquelle cependant tous les efforts risquent de se trouver méconnus et entravés.

Quoi qu'il en soit, la situation présente ne peut s'apprécier sous l'impression de malaise incontestable que créent le déficit budgétaire et les perspectives de l'avenir. Tout permet de croire qu'elle ne sera que temporaire.

M. René Vauthier, membre du Conseil colonial, très averti des questions coloniales, écrivait, il y a peu de jours, après le dépôt du rapport sur l'administration et du budget des recettes et des dépenses :

« L'opinion publique s'est émue en prenant connaissance de la situation » financière au Congo, et, certes, elle n'a pas eu tort.

» Faut-il pour cela qu'elle se livre à des vues pessimistes, et, sans plus, » considère le Congo comme une affaire manquée ?

» Halte-là ! s'écriront-tous les coloniaux sincères.

» Aussi important que soit l'équilibre budgétaire, il ne résume pas à lui » seul les multiples aspects de la vie d'une colonie qui, redisons-le, n'a pas » encore passé la période des accidents, ni même des maladies de crois- » sance.

» Le rapport de 1913, vient, à point nommé, en fournir la preuve.

» Le passif est présentement assez chargé au Congo.

» Par contre, l'actif abonde en faits heureux, qui l'emportent assurément, » dans la balance où se pèsent les résultats.

» Si les hosannahs à jet continu sont chose extrêmement déplaisante, » rien ne justifie les mines d'enterrement que prennent certains commen- » tateurs. »

Puis l'auteur s'étend sur les dernières découvertes minières : charbons, or, argent, diamants, pétroles, bitumes, etc., dans le Katanga, l'Aruwimi, le Mayumbe, le Kasai.

Il signale le nombre croissant des Belges qui s'établissent au Congo.

Il parle des nouveaux essais agricoles et des industries qui en peuvent dériver.

Et il conclut comme suit :

« Quand pour mesurer de plus près l'activité économique du Congo-Belge, j'aurai cité les chiffres du commerce spécial qui, pour 1912, sont évalués provisoirement à 112,995,241 francs, et quand je les aurai rapprochés de ceux de 1908, soit fr. 69,958.76, j'aurai achevé de grouper quelques-uns des faits essentiels qui peuvent servir à asseoir une sorte de diagnostic à son sujet.

» Etait-il défavorable au point que d'aucuns prétendent ? Évidemment non. Faits et chiffres concourent à nous donner confiance dans sa robuste constitution. Sauf à voir quel est le régime qui lui convient le mieux.

» *Ce sont les directions ou les directives de la politique coloniale qu'il s'agit de dégager d'éléments complexes. Avec du bon sens et de la décision, on peut y parvenir ».*

On ne saurait mieux dire.

Il apparaît à toute évidence que c'est dans ces termes précis que le problème général se pose.

*
* *

Nous pourrions trouver d'utiles leçons dans les exemples de nos voisins. Rien, à cet égard, n'est plus intéressant que l'étude du régime colonial hollandais.

On entend dire souvent que les Indes pèsent lourdement sur les charges publiques de la Hollande.

C'est exact, ou pour mieux dire, ce fut longtemps exact, mais les Hollandais ont-ils jamais songé à jeter le manche après la cognée ?

Ils s'en sont bien gardés, car ils savent que l'utilité économique d'une colonie ne se traduit pas par une balance budgétaire, mais bien par les richesses qu'elle procure aux citoyens de la métropole.

Nulle part on ne songe, aujourd'hui, à trouver dans les colonies des ressources budgétaires. Ce serait folie (1).

(1) Voici à cet égard quelques détails sur certaines colonies de nos plus proches voisins.

I. — Colonies françaises.

Algérie. — La métropole assume les dépenses militaires ou classées comme telles de l'Algérie-Tunisie, soit 60,000,000 de francs, ainsi que les garanties d'intérêt des chemins de fer qui s'élèvent à 18,900,000 francs, faisant un total de 78,900,000 francs.

Autres colonies françaises. — Un petit nombre de colonies jouissent d'un revenu suffisant pour faire face à leurs dépenses d'administration.

Actuellement, la dépense directe à supporter par les contribuables français, du chef des colonies — Afrique du Nord non comprise — dépasse la somme de 100,000,000 francs, dont la plus grande partie (plus de 80,000,000) est affectée à des dépenses militaires ce terme étant employé dans un sens très étendu. Le reste est absorbé par des dépenses civiles et pénitentiaires.

En 1910, le chiffre des dépenses métropolitaines était de 101,039,434 francs

En 1911,	—	—	—	103,501,077	—
----------	---	---	---	-------------	---

En 1912,	—	—	—	103,477,406	—
----------	---	---	---	-------------	---

En 1913,	—	—	—	105,535,393	—
----------	---	---	---	-------------	---

Pour ce dernier exercice, l'Afrique occidentale française spécialement, était comprise

Les Indes hollandaises ont connu les crises les plus redoutables.

Il est certain que jamais le Congo n'en a subi de semblables. Jamais, cependant, les Hollandais n'ont eu de défaillance : ils n'ont jamais

dans le chiffre des dépenses métropolitaines pour 20,555,575 francs (principalement dépenses militaires) et le *Congo français* pour 8,585,802 francs.

Les Ministères français de la Guerre et de la Marine ont à supporter en plus de lourdes dépenses coloniales non comprises dans le budget des colonies. Les dépenses militaires pour 1912 sont estimées à 54,205,575 francs.

II. — Colonies anglaises d'Afrique.

Est Africain. — 1911-1912 :

Recettes : 729,078 liv. st.

Dépenses : 772,554 liv. st., y compris 27,929 liv. st. de dépenses spéciales pour Magadi.

Déficit : environ 1,081,900 francs.

Subventions : (grant-in aid) 190,000 liv. st. (environ 4,750,000 francs, y compris 75,000 liv. st. de subvention spéciale pour Magadi.

Uganda. — Les recettes et les dépenses pour deux années (se clôturant le 31 mars) étaient :

1910-1911 :

Recettes : 191,094 liv. st.

Dépenses : 252,754 liv. st.

Déficit : environ 1,552,000 francs.

1911-1912 :

Recettes : 205,492 liv. st.,

Dépenses : 285,689 liv. st.

Déficit : environ 2,004,295 francs.

Subventions (Grant-in aid) :

1910-1911 = 96,000 liv. st. (environ 2,400,000 fr.)

1911-1912 = 65,000 liv. st. (environ 1,625,000 fr.) chiffres non compris dans les précédents.

Les dépenses supportées par la métropole au profit de ses colonies et protectorats (à l'exclusion de l'Inde) se montent à plus d'un million de liv. st. annuellement du chef de subventions et dépenses administratives.

III. — Colonies allemandes d'Afrique.

1912. *Cameroun.* — Recettes et dépenses pour 1912 : 9,590,000 marks, y compris 2,345,000 marks de subvention.

1912. *Sud-ouest africain.* — Recettes et dépenses pour 1912 estimées à 36,020,000 mks, dont une contribution impériale de 15,828,000 marks.

1912. *Est africain.* — Recettes et dépenses 1912 estimées à 19,520,000 marks, dont une contribution impériale de 5,618,000 marks.

En Allemagne, le budget des colonies s'élève à 100 millions de marks. Plus de la moitié des dépenses ordinaires est payée par les subventions de la métropole.

Les chiffres qui précèdent sont tirés de *The Statesman's Year-book*, édition 1913, et des Statistiques des finances des colonies françaises (*Office Colonial*, 1902-1911).

reculé devant des sacrifices auxquels, finalement, ils ont toujours trouvé de larges compensations.

Les Indes néerlandaises ont été administrées sous les régimes les plus divers.

Pendant deux siècles, elles ont été l'apanage d'une compagnie à charte autonome.

Lorsqu'en 1798, elle déposa son bilan, la Colonie fut administrée par l'Etat, mais celui-ci laissa aux Indes la charge de suffire à ses besoins budgétaires. Il en découla l'application du régime du travail forcé. La population tomba bientôt dans la misère et la servitude.

En 1811, les Anglais occupèrent Java. Le lieutenant-gouverneur Raffles substitua la liberté économique au travail forcé, et établit un régime d'impôts. Ces réformes entraînèrent un désastre financier, mais elles relevèrent le bien-être général.

En 1817, les Indes furent restituées au roi Guillaume.

La loi fondamentale de 1815 laissait au roi seul l'administration des colonies, sans contrôle parlementaire.

Préoccupé d'alléger le plus possible les charges financières des Pays-Bas, le roi n'eut d'autre souci que de faire supporter par la colonie toutes ses dépenses propres et le plus possible des charges de l'Etat européen.

Il ne pouvait y parvenir que par le rétablissement du travail forcé.

Il succomba à cette tentation.

Ce régime se continua en Hollande jusqu'en 1870. Il procura aux finances publiques des ressources considérables. Néanmoins, il fut condamné, à raison des abus qu'il entraînait : les exactions, l'appauvrissement des populations indigènes, les révoltes et leurs répressions, conséquences de l'erreur essentielle qu'il consacrait, quant à la destination des colonies.

Les réformes adoptées en 1870 furent radicales à cet égard : les Hollandais substituèrent l'impôt au travail forcé et instaurèrent la liberté du commerce. C'est, dans les grandes lignes, notre régime colonial.

Au point de vue budgétaire, les conséquences furent désastreuses. La Hollande connut longtemps, à la suite de ces réformes, l'ère des déficits budgétaires, malgré l'instauration de régies importantes et rémunératrices.

De 1872 à 1910, les déficits supportés par la Hollande se sont élevés à 267.607.849 frs, dont 114.033.942 frs de 1904 à 1910.

Mais par contre, le régime nouveau entraîna un prodigieux essor des initiatives économiques et du commerce de la métropole.

En 1898, les importations s'élevaient à 253,523,129 fr. et les exportations, à la suite de progressions continues, à 419,224,493 francs. En 1910, ces chiffres s'élevèrent respectivement à 753,119,084 fr. et 950,455,445 francs.

Grâce à l'état florissant auquel la colonie est aujourd'hui arrivée après de longs efforts, le déficit a disparu. Depuis 1912, l'ère des bonis s'est ouverte, et les économistes hollandais sont actuellement d'avis que l'Etat récupérera les sacrifices qu'il a su consentir.

On conçoit, en présence de pareils résultats, qui font la richesse commerciale des Pays-Bas, que l'Etat Hollandais, qui les escomptait, n'ait point

hésité à faire supporter si longtemps aux finances publique la charge de constants déficits, parce que ce n'était là pour lui que le côté secondaire de la question.

Il est incontestable que ce sont de pareilles espérances qui ont guidé tous ceux qui ont préconisé et réalisé l'annexion du Congo.

Et quand on songe aux richesses de notre colonie, née d'hier, et qui se révèlent à peine, il serait vraiment peu sage de ne pas leur faire crédit, et de lâcher la proie pour l'ombre.

Mais quelles que soient les décisions qui seront prises, en toute responsabilité, et quelles que doivent être leurs conséquences, l'heure est venue d'en délibérer, et ce serait une faute lourde que d'en retarder l'examen.

*
* *

RECRUTEMENT ET FORMATION DES FONCTIONNAIRES.

A. ENSEIGNEMENT.

École coloniale.

L'Ecole coloniale qui était en germe dans un organisme analogue établi par l'ancien Etat Indépendant du Congo a été créée par arrêté royal du 28 septembre 1910.

Elle a pour but de préparer les fonctionnaires et agents, qui se destinent au service de la Colonie du Congo-Belge, à une formation spéciale en rapport avec les fonctions qu'ils auront à remplir dans la Colonie.

L'enseignement tel qu'il est actuellement donné à l'Ecole coloniale est donc spécial et complémentaire. Il suppose certaines connaissances d'ordre général, acquises soit dans les universités, soit dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire.

L'Ecole se divise en deux sections. La première (section supérieure) est réservée aux officiers et aux porteurs de diplômes d'enseignement supérieur, excepté les docteurs en droit, les médecins, pharmaciens et vétérinaires soumis à un régime spécial; la seconde (section inférieure) est fréquentée par les sous-officiers et les commis.

Pour être admis à la section inférieure, le candidat doit avoir subi un examen constatant que son instruction générale correspond au programme de l'enseignement primaire et lui permet de suivre les cours avec fruit.

Les branches inscrites au programme sont les mêmes dans les deux sections, à cette différence près que les conférences données à la section supérieure comportent un développement plus considérable, en rapport avec la culture supérieure des candidats. Les matières enseignées sont les suivantes : Organisation historique de la Colonie, géographie, notions juridiques, organisation administrative et art militaire, hygiène, langue indigène (kiswahili). Il existe, en outre, certains cours spéciaux (règlements militaires, météorologie et agrologie, zootechnie, élevage et alimentation, cultures coloniales, douanes, droit budgétaire, impôts et législation industrielle et commerciale, instructions militaires, géologie) pour les diverses catégories d'élèves, selon les fonctions qu'ils auront à remplir dans la colonie.

Pour les docteurs en droit, futurs magistrats de la colonie, une section spéciale a été formée (section juridique). Elle comprend outre les cours généraux de la section supérieure de l'École, l'enseignement du droit public et administratif du Congo, l'organisation et la compétence judiciaire au Congo, le droit civil et pénal congolais, la procédure civile et pénale congolaise.

On établit d'abord à l'École coloniale quatre sessions annuelles de soixante jours environ. Le nombre des sessions vient d'être réduit à trois par arrêté royal du 30 octobre 1913. Leur durée est prolongée à trois mois et quinze jours. Les élèves de l'École recevaient dès le principe, une indemnité de séjour de 8 francs par jour, quand ils suivaient les cours de la section supérieure, et de 5 francs, s'ils faisaient partie de la section inférieure. L'indemnité ne leur était pas due, s'ils jouissaient d'un traitement quelconque pendant la durée de leur séjour à l'École.

Un arrêté royal récent supprime cette indemnité parce que les nécessités de recrutement du personnel ne justifient plus. Cette suppression a été vivement critiquée par certains membres de la section centrale.

Le personnel de l'École coloniale se compose de plusieurs professeurs et d'un certain nombre de chargés de cours. A la fin de chaque session, les candidats subissent un examen sur les diverses matières enseignées à l'École.

Les médecins, pharmaciens et vétérinaires au service de la colonie, reçoivent à l'École de médecine tropicale, l'enseignement technique exigé par leurs fonctions dans la colonie.

L'école de médecine est aussi scindée en deux sections, l'une, la section supérieure, réservée aux médecins et vétérinaires, l'autre, la section inférieure, où les notions élémentaires de l'hygiène et de la médecine tropicale sont inculquées aux pharmaciens et aux membres de congrégations religieuses qui se destinent aux missions du Congo.

Le programme comporte la pathologie tropicale, l'hygiène, la parasitologie et la technique, la zoologie médicale et la médecine vétérinaire. Les conférences sont accompagnées de clinique et cours pratiques.

L'indemnité de 8 francs par jour, allouée antérieurement aux élèves de l'école, est également supprimée. Les sessions sont au nombre de trois par an. Les candidats subissent à la fin de chaque session, un examen portant sur toutes les matières enseignées.

Un arrêté ministériel en date du 1^{er} mai 1912 a institué, en outre, à l'école de médecine tropicale, un examen spécial permettant aux médecins au service de la Colonie d'obtenir le grade de médecin chef de service ou celui de médecin inspecteur. Le programme de cet examen comporte : 1^o un examen pratique d'hématologie, de bactériologie, d'helminthologie, de protozoologie, de zoologie médicale ; 2^o la rédaction à l'école d'un rapport sur une question d'hygiène tropicale (y compris les règlements sanitaires), la lecture et la défense de ce rapport devant le corps professoral constitué en jury ; 3^o la rédaction à domicile d'un rapport résumant les observations médicales du candidat en Afrique, l'exposé oral et la défense de ce rapport devant le corps professoral constitué en jury ; 4^o l'appréciation des rapports de ce candidat durant son séjour en Afrique et éventuellement des travaux scientifiques qu'il a produits.

B. — RECRUTEMENT.

D'une façon générale, les emplois importants du service territorial et administratif, à partir du grade d'administrateur territorial de 2^{me} classe, ou agent d'administration de 3^{me} classe, — de la force publique, à partir du grade de sous-lieutenant, — et des travaux publics, à partir du grade de sous-chef de section, — sont réservés aux porteurs de diplômes universitaires et aux officiers qui ont réussi leur examen à l'école coloniale, et encore est-il exigé pour les candidats au service territorial et administratif, ou à la force publique, qu'ils obtiennent au moins la cote moyenne 12 sur un maximum de 20 points. Toute cote inférieure à 12 est considérée comme cote de refus. Les emplois subalternes (agents territoriaux, commis, agents militaires, sous-officiers, surveillants de travaux) sont conférés aux jeunes gens qui ont subi avec succès l'examen final de la section inférieure de l'Ecole Coloniale.

Ici encore, l'importance de la cote détermine le grade accordé au candidat. Ainsi, les élèves du service administratif et territorial qui obtiennent la cote 14 et au-dessus peuvent occuper le grade d'agent territorial de 1^{re} classe ou de 1^{er} sous-officier.

En outre, afin de ne pas écarter systématiquement ces non-diplômés des fonctions mieux rétribuées de la Colonie, des examens ont été institués qui prévoient leur accession éventuelle à ces emplois.

Le programme pour l'obtention du grade de conducteur de travaux comporte une épreuve sur la langue française, la géographie du Congo, l'arithmétique, la géométrie, l'hygiène, le dessin, la connaissance des matériaux, le tracé des ouvrages, l'exécution des travaux divers.

Le programme pour l'obtention du grade de sous-lieutenant de la Force Publique, d'administrateur territorial de 2^e classe, ou d'agent d'administration de 3^e classe, comporte un examen sur la langue française, le flamand ou une langue étrangère, l'histoire du Congo, la géographie, l'arithmétique, la géométrie, l'algèbre, la physique, l'hygiène, la topographie, les institutions politiques et administratives, les notions juridiques, l'administration et la comptabilité. Les cours d'artillerie, fortifications passagères, art et règlements militaires sont affectés à l'épreuve de sous-lieutenant seulement.

Il reste un dernier point à relever : la formation professionnelle des artisans qui se rendent dans la Colonie. Cette éducation est assurée depuis quelque temps par l'Ecole d'Arts et Métiers de Pierrard-lez-Virton. Les artisans y reçoivent, outre un enseignement théorique comportant certaines notions d'hygiène, de géographie, etc., un enseignement technique en relation avec les fonctions qu'ils sont appelés à remplir au Congo. Un rapport de la direction de l'Ecole juge les qualités (habileté, intelligence, initiative) dont le candidat a fait preuve durant son séjour à l'école, en même temps qu'il détermine les notions théoriques acquises pendant le même laps de temps. La durée actuelle des cours est d'un mois environ.

Ce régime de formation des fonctionnaires nous paraît présenter une grave lacune.

Il ne s'adresse qu'à ceux qui ont fait choix des carrières coloniales.

Il ne suscite point de vocations.

Certes, il ne doit pas manquer d'hommes en Belgique ayant l'énergie et les qualités nécessaires pour remplir les difficiles fonctions coloniales, ou pour exercer dans la colonie, dans tous les domaines de l'activité humaine, de fécondes initiatives.

Pareils hommes d'élite nous sont indispensables.

Ils ne se révèlent point et ne s'offrent pas en nombre suffisant : c'est incontestable.

Cela tient pour beaucoup à ce que notre éducation coloniale est manifestement insuffisante.

Combien y a-t-il de Belges, même dans les milieux les plus éclairés, pour qui la colonie est chose inconnue ou quasi étrangère ?

Pour la grande masse elle n'apparaît que comme un aliment de polémiques pour nos querelles politiques.

Nous n'avons que notre initiative personnelle qui nous incite à nous en préoccuper plus sérieusement : c'est trop peu.

Est-il concevable à cet égard que l'histoire de notre colonie et de ses institutions ne figure point, à titre obligatoire, dans les programmes officiels d'enseignement moyen et supérieur ?

Si dans nos programmes, surchargés de tant de choses inutiles, figuraient de sérieuses notions d'études coloniales, il en résulterait bien vite une formation de l'esprit public. Bien des vocations en pourraient naître.

Ne serait-il pas souhaitable que dans le programme d'enseignement supérieur figurent les matières du programme de l'Ecole coloniale, minutieusement et méthodiquement réparties et enseignées ?

Peut-on sérieusement admettre qu'en Belgique on puisse désormais être docteur en philosophie sans connaître l'histoire politique du Congo ?

Docteur en droit en ignorant tout, non seulement de l'histoire du Congo, mais encore de son droit public, de son organisation judiciaire et administrative, des éléments, tout au moins, de son droit civil et pénal ?

Docteur en médecine sans rien connaître des maladies tropicales ?

Ces matières devraient être obligatoires. Mais on pourrait en sus organiser un programme plus détaillé de cours, ouverts à tous, mais imposés à ceux qui se destinent aux carrières coloniales publiques et qui devraient, pour y avoir accès, prendre des grades légaux.

Les études coloniales prendraient ainsi rang parmi les préoccupations intellectuelles de la jeunesse belge, et nul doute qu'il en doive résulter bientôt les plus heureuses conséquences, non seulement pour le bon recrutement du personnel de la colonie, mais aussi pour la formation de l'esprit public, jusqu'ici trop étranger au Congo et à tout ce qui le concerne.

EXAMEN DU BUDGET.

A. DANS LES SECTIONS.

Le budget a été adopté dans cinq sections, rejeté dans une.

Les votes se sont répartis comme suit :

	Oui	Non	Absentions
	—	—	—
1 ^{re} section.	8	2	0
2 ^e —	6	8	4
3 ^e —	14	0	0
4 ^e —	9	8	1
5 ^e —	11	1	
6 ^e —	16	3	
	—	—	—
Total.	64	22	5

B. SECTION CENTRALE.

§ 1. Budget des recettes et des dépenses ordinaires.

Le déficit budgétaire prévu par le budget ordinaire s'élève à 21 millions 484,724 francs.

L'insuffisance des voies et moyens provient notamment des causes suivantes :

1. De la crise du caoutchouc.

Cette crise entraîne une diminution des recettes sur les bénéfices des sociétés congolaises adonnées à la récolte du caoutchouc qui, à de très rares exceptions près, ont supprimé toute distribution de dividendes cette année et, au cas même où les circonstances redeviendraient plus favorables, verront leurs bénéfices sensiblement diminués l'exercice prochain.

La crise a déterminé le Gouvernement colonial à prendre une série de mesures qui allègent les charges des producteurs, mais ont eu et auront pour le Trésor une répercussion fâcheuse. L'idée de primes à la production avait été préconisée : l'administration l'a écartée, comme aussi onéreuse qu'antiéconomique. Le Gouvernement a dû, par contre, sacrifier les droits qu'il percevait : impôt sur le caoutchouc, taxe de replantation, droit de sortie. Toutes ces perceptions aisément supportées à une époque encore récente, ont été abolies pour mettre, dans la mesure du possible, l'industrie congolaise en mesure de faire face à la concurrence de la Malaisie.

Les tarifs actuels pour le transport des marchandises sur la flottille du Haut Congo ont été réduits de 20 p. c. environ, passant de 280 francs à 224 francs sur le parcours Léopoldville-Stanleyville. Le tarif du caoutchouc a été réduit de 50 p. c. passant de 120 francs à 60 francs sur le même parcours. La perte pour le Trésor sera de plus de 5,000,000 par la suppression des taxes ; en y joignant la réduction des tarifs, le manque à gagner de ces divers chefs représente environ 5,500,000 de francs.

2. de l'abandon du Domaine.

Aujourd'hui que le domaine de l'État a disparu, et que le stock des marchandises qui en provenaient a été réalisé (les recettes prévues pour 1913 de ce chef dépassaient 9 millions), la Colonie est définitivement privée des ressources qui résultaient pour elle de l'exploitation du domaine, ressources qui, du temps de l'État Indépendant, alimentaient presque exclusivement le budget. Pour ne citer que les derniers comptes publiés par l'État du Congo, ceux de 1907, l'article « Domaine National. Impôts en nature » figurait pour 16,523,692,23 sur un total de dépenses ordinaires de 35.747.531 frs, soit pour 46 p. c.

Aujourd'hui les recettes de ce chef sont nulles, et les dépenses ordinaires ont passé à 51,936,000 francs, augmentant de 44 p. c.

Il serait souverainement injuste de faire grief à la colonie, ou à son administration, de ce fait dont les conséquences intégrales se manifestent aujourd'hui pour la première fois.

Nous l'avons voulu ainsi, et avec raison. On se souvient des interventions étrangères qui se sont produites à ce sujet et des débats que la suppression du domaine de la couronne a provoqués dans nos Chambres législatives.

Il n'est personne qui n'ait approuvé cette suppression.

Il n'est personne partant qui puisse imputer à autrui les conséquences qu'elle entraîne.

La disparition de cette source de revenus est, il est vrai, compensée par des mesures fiscales qui ont été prises à la suite de l'instauration de la liberté du commerce :

Les permis de récolte,

Les impositions sur les trois bases,

Les patentes, etc.,

Mais elles laisseront subsister un déficit, auquel il faut nécessairement pourvoir.

*
* *

Alors que les recettes sont en diminution — et certains membres de la section centrale sont d'avis que les prévisions du budget à cet égard sont même trop optimistes, — les dépenses augmentent.

Pour 1904, le budget prévoit une augmentation de 1,002,936 francs.

L'augmentation, rien que du chef des charges de la dette publique et des bons du trésor, est de 4 millions environ, mais elle est balancée, pour la plus grande partie, par la diminution de certaines dépenses, dont le détail est donné dans la note préliminaire du Budget. (Pages 19 à 25.)

Cette réduction de dépenses a été critiquée par certains membres de la Section Centrale.

L'un d'eux a soutenu que la réduction de 1,008,374 francs. prévue sur les salaires du personnel noir par la substitution du travail temporaire au travail

permanent ne pourrait s'obtenir qu'au détriment de l'organisation du travail. A licencier les travailleurs nègres par intermittence on risquerait de ne pouvoir plus les recruter aux moments nécessaires.

Un membre a critiqué l'import élevé des dépenses résultant du Musée de Tervueren.

La section a émis le vœu de voir les dépenses de ce chef, ainsi que celles relatives à l'Ecole coloniale et à l'Ecole de médecine tropicale, mises à charge de la métropole, par le motif qu'elles concernent et intéressent celle-ci plus que la colonie, et qu'il y a là dès lors équité à en décharger le budget colonial.

*
* *

Telle est la situation.

Pour parer à l'insuffisance prévue des voies et moyens, le Gouvernement demande d'être autorisé à émettre des bons du Trésor à court terme, en attendant que la question de certaines recettes accidentelles ait été résolue.

C'est là un expédient qui ne peut retarder l'examen de mesures qui s'imposent pour arriver à asseoir de façon stable et définitive les budgets de la colonie.

La situation précaire que dénonce le budget rend nécessaire la création de ressources ordinaires. Où les trouver ?

Peut-on dans la situation actuelle de la colonie naissante les réclamer d'elle-même ? Quelles pourraient être les assiettes imposables ? Ne risquerait-on pas, en obligeant la colonie à se suffire à elle-même, de la condamner à l'impuissance ou d'entraver tout au moins son développement ?

Le régime de la séparation des patrimoines pourra-t-il être maintenu ? La métropole peut-elle ou ne peut-elle pas continuer à se désintéresser de la colonie, s'abstenir à son égard de toute intervention, lui refuser toute subvention, ou toute assistance quelconque, de façon à user d'elle sans rien exposer ?

Pareil système constituerait-il une politique sage et prudente ? Ne marquerait-il point une désaffection dont d'autres pourraient prendre ombrage ou prétexte ? Ne pourrait-il créer les plus sérieuses complications ? Qu'on le veuille ou non reconnaître, toutes ces questions sont posées.

Dans l'exposé du budget, le Ministre des Colonies déclare que le Gouvernement compte présenter l'an prochain un programme tendant à asseoir sur des bases bien définies l'avenir financier de la Colonie.

La section centrale émet le vœu de voir la Chambre saisie dans le plus bref délai possible de cette importante question. Il est vraisemblable qu'elle soulèvera de graves débats, mais le problème n'est point de ceux qu'il est permis d'éluder.

*
* *

§ II. *Budget des Dépenses extraordinaires.*

Un membre fait observer qu'il y a des dépenses figurant à l'extraordinaire qui devraient être portées à l'ordinaire.

Il cite notamment le crédit inscrit à l'article 10 destiné à couvrir des dépenses occasionnées par la lutte contre la maladie du sommeil.

*
* *

Au cours de l'examen du budget, la section centrale a posé au Gouvernement une série de questions. (Voir annexes.)

*
* *

Le budget a été voté par 5 voix et 1 abstention.

Le Président,

SCHOLLAERT.

Le Rapporteur,

DU BUS DE WARNAFFE.



ANNEXE

QUESTIONS POSÉES PAR LA SECTION CENTRALE ET RÉPONSES
DU GOUVERNEMENT.1^{re} QUESTION.

Quelles sont les valeurs et les biens compris dans le traité de cession aliénés depuis le traité ?

Quelle est la date de chacune de ces aliénations et quel en est le produit ?

RÉPONSE.

1^o *Kasai*. — Conformément à la convention du 11 février 1911, approuvée par la loi du 31 juillet 1911, et à la décision de l'assemblée générale des actionnaires de la dite compagnie, en date du 1^{er} mars 1911, approuvée par arrêté royal du 27 août suivant, il a été cédé à la Compagnie du Kasai deux mille dix actions de capital et deux mille parts bénéficiaires de la dite compagnie.

Le produit de cette cession, déterminé par la convention susmentionnée (*Moniteur* du 3 août 1911, n° 217) s'élève à 11,180,303 francs.

2^o *Abir*. — Conformément à la convention du 23 mai 1911, approuvée par le décret du 28 juillet suivant, il a été procédé à l'annulation de mille parts sociales entièrement libérées de la Société Abir.

3^o *Société anversoise du commerce au Congo*. — Conformément à la convention du 23 mai 1911, approuvée par décret du 28 juillet suivant, il a été procédé à l'annulation de dix-sept cents parts sociales de la Société anversoise du commerce au Congo.

2^e QUESTION.

Quelle est la destination actuelle des immeubles compris dans le traité de cession ?

RÉPONSE.

Les immeubles cédés à la Belgique aux termes du traité de reprise de l'Etat Indépendant du Congo et de l'acte additionnel à ce traité ont été remis au Ministère des Finances (Administration de la Donation Royale), suivant procès-verbal de transfert en date du 2 mars 1909.

Le Ministère des Finances assumant, à dater du jour du transfert, tous les actes de gestion des dits immeubles, c'est donc à ce département que doit être posée la question qui nous occupe (1).

(1) La question a été renouvelée et adressée à M. le Ministre des Finances. — Voir : 15^e QUESTION.

3° QUESTION.

1° *Le Gouvernement voudrait-il indiquer pour chacune des sessions 1908, 1909, 1910, 1911, 1912 et pour les mois écoulés de 1913 :*

- a) *Le coût de l'exploitation en régie des mines de la région de Kilo?*
- b) *La quantité d'or extraite?*
- c) *Le produit des ventes d'or?*

2° a) *Quel est le prix de revient d'un kilo d'or?*

b) *Quel est par kilo le bénéfice net?*

3° *Quelle est l'importance en kilogrammes de la réserve en or des dépôts alluvionnaires d'après les découvertes connues à ce jour?*

4° *Quelle est la valeur des installations minières de l'État dans la région dite de Kilo, notamment celle des exploitations en régie de Kilo et de la Moto comprenant les bâtiments, maisons d'habitation du personnel et magasins, ainsi que les meubles, le matériel et l'outillage?*

5° a) *D'autres mines d'or ont-elles été découvertes dans la région dite de Kilo?*

b) *Quelle est la date de ces découvertes?*

c) *Quand le Gouvernement en a-t-il été informé?*

RÉPONSES.

1° Littera a) :

Le coût de l'exploitation en régie des mines de Kilo-Moto a été en :

	1908, de francs.	559,000	»
	1909, — . .	886,440	»
	1910, — . .	1,165,050	»
	1911, — . .	1,965,062	»
	1912, — . .	2,052,262	»
et sera en :	1913, — . .	2,380,815	» (environ).

Littera b) :

La quantité d'or extraite en :

	1908, a été de kilgr.	311	»
	1909, —	656	»
	1910, —	876	»
	1911, —	645	»
	1912, —	984	»
et sera en :	1913, de 1,360 francs kilogrammes	(environ).	

Littera c) :

La vente de l'or a rapporté en :

1908, francs	981,424	27
1909, — . .	1,896,958	90
1910, — . .	2,520,903	47
1911, — . .	2,360,216	71
1912, — . .	2,834,551	83
1913, — . .	1,767,863	36 (chiffre incomplet).

2° Littera a) :

Le prix de revient du kilogramme d'or est de 1,800 francs (environ.)

Littera b) :

Le bénéfice par kilogramme d'or est de 1,200 francs (environ).

3° Les réserves de l'exploitation s'élèvent à ce jour à 14,500 kilogrammes d'or dont 1,500 kilogrammes ont été signalés tout récemment.

4° Les installations, les constructions et l'outillage de l'exploitation de Kilo-Moto représentent une valeur de 1,081,000 francs (environ).

5° Littera a) :

Il a été découvert des dépôts d'alluvions aurifères dans le bassin du Haut-Uele.

Littera b)

Cette découverte date du 12 juillet 1913.

Littera c) :

La nouvelle est arrivée au service le 22 août 1913.

4° QUESTION.

Le Gouvernement voudrait-il indiquer, pour chacune des années 1908, 1909, 1910, 1911, 1912 et pour les premiers mois de 1913 :

1° *Le coût de l'exploitation des territoires exploités par l'État, pour son compte et celui de la Compagnie des Grands Lacs ;*

2° *Le produit de cette exploitation ;*

3° *La somme revenant à la Compagnie des Grands Lacs ?*

RÉPONSE :

1° Le coût de cette exploitation a été évalué depuis l'origine jusqu'au 1^{er} janvier 1909, à fr. 3.85, par kilogramme de caoutchouc et à fr. 7.50 par kilogramme d'ivoire vendu à Anvers, pour compte commun de la Colonie et de la Compagnie des Grands Lacs. A partir de cette dernière date, le montant de forfait attribué à la Colonie par kilogramme de caoutchouc vendu à Anvers, a été porté à fr. 4.93 par kilogramme, à raison de l'augmentation du taux de la rémunération accordée aux récolteurs et de la majoration du coût de l'entretien du personnel blanc dans le Haut Congo.

Ces prix respectifs de fr. 7.50 et de fr. 4.93 constituent un forfait accepté par les deux parties, étant donné l'impossibilité de déterminer exactement le chiffre des dépenses faites pour la mise en valeur des dits territoires, par suite de la coopération du personnel chargé de la récolte des produits domaniaux, dans ces régions, à divers services territoriaux de la Colonie.

*
* *

2° Le produit de cette exploitation a atteint pour :

1908 . . .	91,947	kil. de caoutchouc frais et	1,151	kil. d'ivoire.
1909 . . .	98,482	—	2,353 1/2	—
1910 . . .	90,491 1/2	—	2,248 1/4	—
1911 . . .	157,305,600	—	4,715	—
1912 . . .	134,152 1/2	—	1,698 1/4	—
1913 . . .	54,220 1/2	—	néant	—

Les chiffres de l'année 1913 sont incomplets. Ils se rapportent aux huit premiers mois de l'exercice. En ce qui concerne l'Ituri, les renseignements font encore défaut et ont été réclamés par l'administration qui ne les a pas encore reçus à ce jour.

* * *

3° Comme le constatent les bilans et comptes de profits et pertes, la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs a perçu, provenant des produits du Domaine :

en 1908	. . . fr.	180,830.71
— 1909	. . .	325,135.85
— 1910	. . .	402,482.48
— 1911	. . .	232,724.97
— 1912	. . .	386,247.54

5° QUESTION.

Est-il exact que le développement du trafic sur la ligne du Bas-Congo exige une voie à écartement plus grand et même des modifications au tracé de la ligne ?

RÉPONSE.

Dans les conditions actuelles, le chemin de fer du Bas-Congo suffit aux nécessités du trafic. Mais son faible écartement et son tracé accidenté augmentent fortement les frais d'exploitation.

L'exploitation rationnelle du chemin de fer exigera que le tracé de la ligne soit modifié de façon à le maintenir dans les limites de rampes et de courbes normales.

6° QUESTION.

1. *Le Gouvernement voudrait-il indiquer de quelle manière il entend poursuivre l'établissement des voies de transport entre le Katanga et le Bas-Congo ?*

2. *Est-il exact que le principe d'une ligne de chemin de fer entre Bukama et le Bas-Congo est arrêté ? Éventuellement, quel est le tracé approximatif de cette ligne ?*

3. *Quels seraient approximativement :*

a) *La longueur ;*

b) *La durée de construction ;*

c) *Le coût ;*

A. *D'une ligne de chemin de fer reliant Bukama au Bas-Congo ;*

B. *D'une ligne de chemin de fer reliant Lualaba (Kabalô) et Lusambo ?*

4. a) *Quelle est la longueur navigable du Sankuru-Kasai à partir de Lusambo ;*

b) *Quel serait approximativement le coût des travaux nécessaires pour en assurer la complète navigabilité ?*

RÉPONSES.

§§ 1 et 2. — Le rapport sur l'administration du Congo belge pour 1912 expose les vues du Gouvernement relativement à l'établissement des voies de

transports entre le Katanga et le Bas-Congo. Le passage suivant de ce rapport répond aux §§ 1 et 2 de la question :

Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. — Le projet de ligne du Bas-Congo au Katanga comportait la création d'une voie ferrée de 773 kilomètres de longueur entre Bukama et Lukengo, sur le Sankuru. Le chemin de fer trouvait son prolongement naturel dans les rivières Saukuru, Kasai et le fleuve Congo jusqu'à Léopoldville.

Mais la voie ainsi conçue présente un double inconvénient. Elle n'aurait qu'un caractère provisoire et elle ne desservirait pas les régions méridionales de la Colonie. C'est avec le souci de faire œuvre durable et d'achever l'occupation effective de toute cette région que le Gouvernement s'est décidé à faire étudier un nouveau tracé au sud de la voie Kasai Sankuru.

Cette ligne, d'environ 1,900 kilomètres, se détacherait du chemin de fer du Congo à Dolo, traverserait le Kwango vers le parallèle 4°30', le Kasai près de son confluent avec la Lualaba, passerait près de Luebo et de Luluabourg, traverserait le Sankuru vers le 7° parallèle et aboutirait à Bukama pour se souder au chemin de fer du Katanga. Ce tracé se confondrait jusque vers 6°30' de latitude, c'est-à-dire sur plus de 500 kilomètres, avec le premier projet dont il a été question, et il permettrait d'établir des raccordements vers Lusambo. La Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga a pris les mesures nécessaires pour entamer les études sur les 1,500 kilomètres nouveaux que comporte le tracé du Sud. Elles pourront être achevées, croit-on, dans l'espace de deux années.

Il nous paraît inutile d'insister sur l'extrême importance de cette ligne, qui assurerait l'occupation des territoires du sud de la colonie et la mise en valeur de cette immense partie du Congo, et relierait au plus tôt, par une ligne directe, les ports du Bas-Congo au Katanga et à l'Afrique du Sud.

Les solutions définitives doivent être réservées jusqu'à l'achèvement des études, dont la conclusion sera formulée avant que le rail n'arrive à Bukama.

§ 3. — a) D'après l'exposé ci-dessus, la longueur de la ligne est estimée à 1800/1900 kilomètres.

b) Il est impossible d'évaluer la durée de la construction. Mais il sera possible de commencer les travaux et de les mener de front aux différents points de la ligne atteints par les voies navigables du Lualaba, du Kasai et de ses affluents. Comme l'indique le rapport de 1913 sur l'administration du Congo belge, les reconnaissances sont actuellement achevées sur 1,200 kilomètres. La reconnaissance des 600 kilomètres restant à parcourir sera terminée prochainement. Les études définitives sont achevées sur 400 kilomètres, du Lubilash à Bukama. Trois brigades sont parties en août et septembre derniers, pour faire les études définitives au Katanga, au Kwango et à Dolo.

c) *Coût :*

A. — D'une ligne reliant Bukama au Bas-Congo : le coût moyen par kilomètre étant estimé à 140,000 francs, la ligne coûtera environ 280 millions de francs.

B. — D'une ligne reliant la Lualaba (Kabalo) et Lusambo. D'après les

cartes actuelles, car cette ligne n'a fait l'objet d'aucune étude sur le terrain, la distance entre Kabalo et Lusambo peut être évaluée à environ 500 kilomètres; cette ligne coûterait donc environ 70 millions de francs.

§ 4. — a) Le développement du Sankuru-Kasaï, de Lusambo à l'embouchure du Kasaï, est de 960 kilomètres environ.

b) Le Gouvernement ne possède pas d'éléments lui permettant d'évaluer, même approximativement, le coût des travaux qui seraient possibles pour assurer la complète navigabilité, en toute saison, de cette rivière. La question est très délicate et des mécomptes sont toujours à craindre dans les résultats de travaux de ce genre dans des rivières aussi importantes, soumises à des variations aussi considérables.

7^e QUESTION.

Est-il question du rachat du chemin de fer du Congo?

Le Gouvernement estime-t-il que c'est le moment de racheter ce chemin de fer, alors que les recettes vont forcément diminuer, par suite de la crise du caoutchouc.

RÉPONSE.

Le droit de rachat ne s'ouvre qu'en 1916; le Gouvernement ne perd pas la question de vue.

8^e QUESTION.

Quel est le nombre des officiers belges actuellement au service de la Colonie?

RÉPONSE.

Le nombre des officiers belges actuellement au service de la Colonie est de 159.

9^e QUESTION.

Leur traitement continue-t-il à être payé par le Département de la Guerre?

RÉPONSE.

Les officiers belges détachés au service de la Colonie sont payés par le Département des Colonies, à l'exception des trois officiers, professeurs à l'École coloniale.

10^e QUESTION.

Quelle est la situation du budget de 1913? Quel est le déficit prévu à ce jour?

RÉPONSE.

Il n'est pas possible en ce moment de répondre d'une façon certaine à cette question. Les éléments comptables d'Afrique, qui sont parvenus à l'Administration centrale, ne permettent pas d'établir une balance exacte du budget

de 1913, à une date suffisamment rapprochée pour se former une opinion.

Il est cependant certain qu'à la suite de la crise du caoutchouc et des dégrèvements qui en ont été la conséquence, la prévision déficitaire de 10,514,964 francs, figurant au budget de 1913, sera sensiblement dépassée.

11^e QUESTION.

École coloniale. Combien d'élèves suivent régulièrement les cours ?

RÉPONSE.

Pendant l'année scolaire 1912-1913, les cours de l'École coloniale ont été suivis par 268 élèves, se répartissant comme suit ;

Section supérieure :	1 ^{er} session :	35 élèves ;
—	2 ^e —	30 —
—	3 ^e —	29 —
—	4 ^e —	23 —
Section inférieure :	1 ^{re} —	28 —
—	2 ^a —	34 —
—	3 ^e —	38 —
—	4 ^e —	49 —

12^e QUESTION.

M. le Ministre ne pourrait-il donner les éléments d'un budget de l'exploitation des chemins de fer des Grands-Lacs, notamment indiquer les recettes probables et les dépenses qu'entraîneront pour 1914 la mise en état, l'entretien et l'exploitation des divers tronçons et évaluer la somme pour laquelle le Gouvernement devra intervenir pour assurer le dividende et l'amortissement garantis ?

RÉPONSE.

Les dépenses à effectuer en 1914 pour les divers travaux des chemins de fer des Grands-Lacs, sont évaluées comme suit :

Ligne Stanleyville-Ponthierville fr.	707,000 environ
Bief Ponthierville-Kindu	345,000 id.
Ligne Kindu-Kongolo	1,556,000 id.
Bief Kongolo-Bukama	712,500 id.
Ligne Kabalo-Lac Tanganika	2,001,250 id.
Service général	172,600 id.
Soit en tout.	5,494,350 id.

Ces évaluations ne comprennent pas les dépenses à faire par la Compagnie pour l'achat en Europe du gros matériel (bateaux, traverses, rails, matériel roulant). Elles ne comprennent pas non plus les frais de transport de ces matériaux d'Anvers à Stanleyville.

Il n'est pas possible d'établir actuellement un budget de l'exploitation des chemins de fer des Grands-Lacs.

Les travaux de construction et de parachèvement des lignes ne sont pas terminés et les dépenses de premier établissement et d'exploitation ne peuvent encore être ventilées.

Toute évaluation des recettes à provenir, en 1914, de cette exploitation provisoire serait téméraire. Ces recettes se sont élevées à 599,436 francs en 1912.

Le montant de la garantie d'intérêt et d'amortissement au capital de la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands-Lacs africains, a été évaluée à 2 millions de francs. Un crédit non limitatif de ce montant a été prévu au budget de 1914.

13^e QUESTION.

La colonie exploite les terres dont la jouissance et non la propriété, a été reconnue pour partie à la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs.

M. le Ministre ne pourrait-il dire s'il est bien reconnu entre les parties contractantes que seule la jouissance partielle des terres a été reconnue à la Compagnie des Grands Lacs?

Pourrait-il donner les éléments détaillés d'un budget de l'exploitation des terres pour 1914?

RÉPONSE.

En vertu de l'article 4 de la convention du 4 janvier 1902, les terres sont attribuées pour 99 ans à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains. Ces terres, d'après la même disposition, sont exploitées, sauf convention ultérieure contraire, par l'État, pour compte commun, les bénéfices de ces exploitations étant partagés par moitié entre l'État et la Compagnie.

Il est clair que la Compagnie n'est pas propriétaire des terres lui attribuées. Il n'e serait pas moins vrai que les terres dont il a'agit sont, en fait, frappées d'indisponibilité.

*
* * *

Dans les conditions où se fait actuellement la récolte des produits végétaux dans les terres et forêts attribuées à la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs, il n'est pas possible de fournir les éléments détaillés d'un budget de l'exploitation de ces territoires.

Ainsi qu'il est dit dans la réponse faite à M. Mechelynck (question 2), le personnel chargé de la mise en valeur de ces richesses domaniales coopère à divers services territoriaux de la colonie. C'est pour ce motif que l'administration a conclu un prix forfaitaire avec la Compagnie en cause.

14^e QUESTION.

Monsieur le Ministre ne pourrait-il communiquer à la section centrale la plainte collective faite par le personnel technique des mines de Kilo, en 1911 et faire connaître la suite qui y a été donnée?

RÉPONSE.

Cette question a un caractère nettement administratif.

15^{me} QUESTION (1).

Quelle est la destination actuelle des immeubles compris dans le traité de cession ?

RÉPONSE.

Les immeubles compris dans le traité de cession sont affectés aux destinations indiquées, savoir : pour ceux de l'annexe B, n° 6, de ce traité, dans l'annexe elle-même, pour ceux de l'annexe B, n° 7, dans la convention conclue le 24 décembre 1906 entre l'Etat Indépendant du Congo et la Fondation de la Couronne.

Pour quelques-uns de ces immeubles, la destination prévue n'a pu être réalisée jusqu'ici par suite de différentes circonstances. On tire de ceux-là le meilleur parti possible, notamment par location.

Tous ces immeubles sont propriété de la Belgique et non de la colonie.

16^e QUESTION.

A une première question, M. le Ministre a répondu qu'il a été découvert des dépôts d'alluvions aurifères dans le bassin du Haut-Uele et que cette découverte, faite le 12 juillet 1913, a été signalée au service le 22 août 1913.

M. le Ministre ne peut-il compléter la réponse et dire à la section centrale où et quand des découvertes de quartz aurifères ont été faites et portées à la connaissance du service et de l'administration ?

RÉPONSE.

Le 29 septembre 1913, l'Administration Centrale a reçu information de la direction des mines en Afrique de la découverte de deux affleurements de filons de quartz aurifères dans le bassin de Nizi (Kilo).

Cette nouvelle a été confirmée par le rapport technique des mines de Kilo, en date du 11 octobre 1913, qui est parvenu à Bruxelles le 15 novembre dernier.

17^e QUESTION

Le Gouvernement voudrait-il communiquer un relevé des droits de propriété ou de jouissance établis au profit des missions religieuses ayant la personification — relevé complétant la liste formant l'annexe A II du traité de cession et dans la forme de ce relevé ?

(1) Voir la 2^e question.

LOCALITES.	DROITS de propriété ou de jouissance enregistrés.			de propriété ou de jouissance consentis non encore enregistrés.		
	Hect.	Ares.	Cent.	Hect.	Ares.	Cent.
1. — Congrégation des Missionnaires de Scheut.						
Kisu	100	—	—	—	—	—
Vaku	100	—	—	—	—	—
Bokoro	100	—	—	—	—	—
Busu-Modanda	100	—	—	—	—	—
Boyange	—	—	—	100	—	—
Banana	—	36	84	—	—	—
Luebo	3	—	—	—	—	—
2. — Les Pères de la Compagnie de Jésus.						
Kwamouth	1	8	75	—	—	—
3. — Les Pères Rédemptoristes.						
Shonzo	—	5	—	—	—	—
Tumba	151	14	9.84	—	—	—
Kimpese	87	57	14.74	—	—	—
Kionzo	36	—	—	—	—	—
Sona-Bata	200	—	—	—	—	—
Thysville	1	66	00,03	—	—	—
4. — Mission des RR. PP. Trappistes.						
Coquilhatville	2	1	44,60	—	—	—
Bokuma	—	—	—	2	—	90,12
Coquilhatville	125	—	—	—	—	—
5. — Pères Blancs.						
Kasongo	—	—	—	1	—	—
6. — Institut des Franciscaines, Mission de Marie.						
Basoko	7	2	56	—	—	—
7. — Mission de Mill-Hill.						
Bokakata	97	—	—	—	—	—
Basankusu	10	—	—	—	—	—
8. — Ordre de Saint-Benoît.						
Kapiri	—	—	—	3,600	—	—
Pala	—	—	—	150	—	location
Guba	—	—	—	200	—	—
9. — American Baptiste Foreign Mission Society.						
Tondo	—	—	—	18	—	—
10. — American Presbyterian Congo Mission.						
Bena Peta	9	65	—	—	—	—
Leubo	—	—	—	1	—	—
11. — Congo Balolo Mission.						
Monopo	4	—	—	—	—	—
Yuli	10	—	—	—	—	—
12. — Foreign Christian Missionary Society.						
Bolengi	—	21	—	—	—	—
Longa	7	50	—	—	—	—
Bala-Lutombe	7	50	—	—	—	—
Monieka	—	—	—	7	50	—
13. — Swedish Missionary Society.						
Kingoi	2	69	68	—	—	—
14. — The Kongo Evangelical Training Institution.						
Kimpese	—	—	—	20	—	—

Sont encore accordées en principe et sous réserve de régularisation les terres suivantes :

Localités.	Superficie.		
	Hect.	Ares.	Cent.
N° 1. Congrégation des Missionnaires de Scheut.			
Ibeke Gombo	100	"	"
Baya	100	"	"
Irebu.	5	"	"
Bikoro	4	"	"
Boyange	200	"	"
Inongo	8	1	42
Inongo	91	98	58
Mushenge.	200	"	"
Otete	200	"	"
Lusambo.	1	63	"
Kanzenze.	200	"	"
N° 2. Les Pères de la Compagnie de Jésus.			
Wombali	200	"	"
Kikwit	10	"	"
Kikwit	"	18	75
Bandundu	1	"	"
N° 3. Pères blancs.			
Saint-Joseph de Pélichy	110	"	"
Tongres, Sainte-Marie	118	"	"
Liège, Saint-Lambert	101	"	94
Thielt, Saint-Pierre.	110	"	"
Tongres, Sainte-Marie	2	"	"
Kuvu (Bruges, Saint-Donat)	105	"	"
Kincha.	14	7	87
Kaliza	9	75	"
Nganza.	5	29	75
N° 4. Institut des Franciscaines, Missionnaires de Marie.			
Nouvelle-Anvers	17	44	41
N° 5. Ordre de Saint-Benoît.			
Kapiri	2000	"	"
N° 6. Congrégation du Sacré-Cœur de Jésus.			
Lokandu	3	"	"
Lokandu	15	"	"
Avakubi	98	"	"
Yanonghé	4	"	"
N° 7. Missionnaires de la Congrégation du Saint-Esprit.			
Kindu	12	"	42
Kindi	87	99	58
Kongolo 	100	"	"
Braine-l'Alleud, Saint-Joseph	100	"	"
N° 8. Missionnaires Dominicains.			
Dungu	1	"	"
Suronga	"	50	"

	Localités.	Superficie.		
		Hect.	Ares.	Cent.
N° 9. Missionnaires capucins :				
	Banzyville	34	46	92
N° 10. American Baptist Foreign Mission Society :				
	Vanga	5	»	»
N° 11. American Presbyterian Congo Mission :				
	Luebo	1	84	05
	Lusambo	4	»	»
N° 12. The Baptist Missionary Society Corporation :				
	Yakusu	»	25	»
	Kinshasa	4	55	42
	Yalemba	16	»	»
	Mabondo	5	»	»
	Waika	5	»	»
N° 13. Christian and Missionary Alliance :				
	Boma	»	42	50
N° 14. Congo Balolo Mission :				
	Baringa	6	«	»
	Yaoseki	10	»	»
N° 15. Swedish Missionary Society :				
	Kingoi	28	18	16
	Mukimbungu	8	84	57
	Kinkenge	36	15	25
	Kibunzi	8	25	»
N° 16. Société belge de missions protestantes au Congo :				
	Muyeye Tshofa	128	»	»
N° 17. Garéngéze Evangelical Mission :				
	Koni Hill	75	»	»
	Bunkaya	16	»	»

18^e QUESTION

Est-il exact que des différends ont surgi entre les agents de la Colonie ou le Gouvernement et les missionnaires ?

Quelle est la nature de ces différends et sont-ils aplanis ?

RÉPONSE

Il y a eu entre agents et missionnaires certaines difficultés qui ont fait l'objet de réponses à la Chambre. Ces difficultés ont été réglées. Actuellement la seule difficulté qui reste à résoudre concerne les magistrats mis en cause dans l'affaire du R. P. Cambier dont l'attitude est soumise à l'appréciation du tribunal d'appel de Boma conformément à l'article 18 de la loi coloniale.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 DECEMBER 1913.

Begrooting van Belgisch Congo voor het dienstjaar 1914 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER du BUS de WARNAFFE.

MIJNE HEEREN,

De begroting van ontvangsten en uitgaven voor Congo voorziet een tekort van 21,484,724 frank.

Met reden is men daarover bezorgd, want dit tekort werpt ernstige vraagstukken op.

Zij behooren kalm te worden onderzocht : het geldt immers de toekomst van de Kolonie.

Het tekort was voorzien door sommigen, die het bij de beraadslaging over de overname van Congo voorspelden. Deze verwachting was dan ook een van de redenen waarom de overname werd bestreden.

Zoozeer was het te duchten dat men, om het land gerust te stellen, het vermogen van het Moederland heeft gescheiden van dit der Kolonie.

Nu een zwaar tekort voorkomt, spoediger dan men kon verwachten, en wel ten gevolge van de caoutchouc-crisis, vraagt de Kolonie niets aan het Moederland.

Zij treedt niet buiten de rol, haar opgelegd door de koloniale wet, welke haar, in zake van begroting, geen zelfstandigheid toekent.

Eenvoudig geeft zij rekenschap van den toestand en vraagt voor 't oogenblik machtiging om hem te verhelpen door middel van eene voorloopige leening.

Dergelijke oplossing, opgedrongen door de omstandigheden, kan slechts voor een zekeren tijd gelden ; het vraagstuk blijft echter even omvangrijk en ernstig.

Daarom ook vergt het koloniaal vraagstuk dat wij het thans goed overwegen en onderzoeken, opdat wij, ten beste voor ons vaderland, de meest oordeelkundige, de rijpelijkst overwogen beslissing nemen.

(1) Begroting, nr. 5.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren du Bus de Warnaffe, Bertrand, Tibbaut, Mechelynck, Van Cauwelaert en Woeste.

« Kolonisatie, heeft Bismarck gezegd, is slechts mogelijk, zoo zij mag rekenen op den krachtadigen en besliststen steun van de openbare meening. »

Hen, die de zware verantwoordelijkheid van het door België voorbehouden recht van contrôle en leiding dragen, is de taak opgelegd, het land in te lichten en te leiden.

Het koloniaal vraagstuk is eene nationale zaak.

Zij dient buiten onzen partijstrijd te blijven.

Mag men dat verhopē?

* * *

Onze ervaring gedurende vier jaren koloniaal bedrijf heeft bewezen dat de daardoor opgeworpen vraagstukken veelzijdig en veelvuldig zijn, dat de eerste door ons genomen maatregelen niet bij machte zijn ze op te lossen. Onmogelijk, trouwens, kon men reeds bij den aanvang vast bepaalde maatregelen nemen.

Deze maatregelen dienen te steunen op omstandigheden en feiten; zij moeten zich aanpassen aan de geleidelijke ontwikkeling van de Kolonie. Dit is het geval met het financieel vraagstuk.

Doch naast dit vraagstuk staan er veel andere, niet minder ernstige!

Is, in een internationaal opzicht, onze politiek duidelijk bepaald?

Is, in zake van bestuur, het door ons aangenomen stelsel van centralisatie, dat om zoo te zeggen bij den aanvang dringend noodig was, thans niet een hinderpaal voor het degelijk beheer van de koloniale aangelegenheden?

Zouden er althans geen wijzigingen moeten gebracht worden in dit stelsel?

Welke lessen hebben wij te ontleenen aan de thans verwezenlijkte feiten?

Zijn er geene fiskale hervormingen noodig? Sommigen klagen er over, dat de belasting niet wordt geïnd, en de schaarsche werkkrachten schrijven zij daaraan toe.

Dit vraagstuk van de werkkrachten is van hoofdzakelijk belang: later zal het nog gewichtiger worden.

Hoe kan men daarin voorzien?

Steunt de wettelijke regeling der arbeidsovereenkomst, ingevoerd bij decreet van 17 Augustus 1910, niet al te zeer op onze Europeesche zeden en gewoonten?

Welke maatregelen zou men kunnen nemen om het onderwijs uit te breiden?

Zij, in economisch opzicht, de vervoertarieven en de tolrechten geene belemmering voor de uitbreiding van handel en nijverheid?

Veroorzaken zij niet vertraging voor het vestigen van het landbouwbedrijf?

Wordt de uitvoer van talrijke voortbrengselen, namelijk die van den boschbouw, daardoor niet onmogelijk?

Er wordt gezegd dat onze spoorwegen en onze stoombootdiensten ontoereikend zijn.

Is ons koloniaal personeel genoegzaam opgewassen tegen zijne taak?

Bestaat er geene reden om in dat opzicht onze onderwijsprogrammas te

wijzigen, om koloniale roeping te *verwekken* en de kandidaten degelijker op te leiden?

Verder behandelen we dit punt nader.

Tusschen de zendelingen en sommige ambtenaren is er een geschil ontstaan. Met reden was de openbare meening daarover erg bezorgd.

Dit zijn alle gewichtige vraagstukken; daarnaast zijn er nog veel andere.

Wij weten dat het Bestuur ze onderzoekt.

Doch het ware te wenschen dat het publiek grondiger werd ingelicht over al die zaken, wil men niet dat het afzie van alle belangstelling in de kolonie.

In dit opzicht mag worden gezegd dat de aanzienlijke, door ons verwezenlijkte vooruitgang schier onbekend is bij het volk, zonder wiens medewerking elke poging gevaar loopt miskend en tegengewerkt te worden.

Wat er ook van zij, men mag den tegenwoordigen toestand niet beoordeelen onder den onbetwistbaar kwaden indruk, verwekt door het tekort op de begroting en door wat de toekomst ons voorbehoudt. Alles laat onderstellen dat die toestand slechts tijdelijk zal duren.

Enkele dagen geleden, nadat het verslag over het beheer en de begroting van ontvangsten en uitgaven waren ingediend, schreef de heer René Vauthier, lid van den Kolonialen Raad, een man zeer bedreven in koloniale zaken :

- » De openbare meening is ontroerd geraakt, toen zij kennis kreeg van den geldelijken toestand in Congo, en stellig was het niet ten onrechte.
- » Moet zij daarom alles in 't zwart inzien en onverwijld Congo doodverven als eene mislukte zaak?
- » Niet zoo haastig! zullen alle oprechte kolonialen zeggen.
- » Hoe gewichtig het evenwicht der begroting ook moge wezen, dit geeft op zichzelf niet weer de veelvuldige zijden van het leven eener Kolonie, die — het dient te worden herhaald — nog niet het tijdvak van de ongevallen, noch zelfs van de wasdomziekten heeft beleefd.
- » Daarvan levert het verslag over 1913 ten gepasten tijde het bewijs.
- » Thans is het passief van Congo tamelijk zwaar.
- » Daarentegen levert het actief tal van gunstige feiten, welke voorwaar opwegen in de schaal der uitgaven.
- » Zijn onafgebroken lofzangen een uiterst onaangenaam iets, niets billijkt » het lijkbiddergelaat van sommigen die hun oordeel willen. »

Verder weidt schrijver uit over de jongste mijnontdekkingen van kolen, goud, zilver, diamant, petroleum, aardpek, enz, in Katanga, Aruwimi, Mayumbe, Kassai.

Hij wijst op het toenemend getal Belgen die zich in Congo vestigen.

Hij gewaagt van de nieuwe proefnemingen en van de nijverheidsbedrijven, welke daaruit kunnen voortspruiten.

En hij besluit in dezer voege :

- » Zoodra ik, om de economische bedrijvigheid van Belgisch Congo meer » van nabij af te meten, heb aangehaald de cijfers van den speciaalhandel, welke voor 1912 voorloopig zijn geraamd op 112, 993, 241 frank, en » ze heb vergeleken met de fr. 69,958.76 van 1908, zal ik verzameld hebben

» eenige van de hoofdzakelijke feiten, waarop men te dien opzichte een
» soort van diagnostiek kan steunen.

» Was de toestand zoo ongunstig als sommigen beweren? Voorzeker niet.

» Feiten en cijfers gaan samen om ons vertrouwen in te boezemen over het
» kloeke gestel der Kolonie. Er blijft slechts te onderzoeken welk stelsel er
» het best op past.

» *De richtingen of de richtingslijnen van de koloniale politiek dient men
» af te leiden uit ingewikkelde gegevens?* Met gezond verstand en beslistheid
» geraakt men daartoe. »

Beter kan het niet worden gezegd.

Blijkbaar wordt het algemeen vraagstuk gesteld in deze duidelijke bewoorden.

*
* *

Voor ons zijn nuttige lessen te putten uit de voorbeelden van onze naburen. In dat opzicht is niets zoo belangwekkend als het bestudeeren van Nederland's koloniaal stelsel.

Vaak hoort men zeggen dat Nederlandsch Indië op de openbare lasten van Nederland zwaar drukt.

't Is waar, of liever, lang was het waar, doch hebben de Nederlanders ooit den moed opgegeven?

Daarvoor hebben zij zich wel gewacht, want zij weten goed dat het economisch nut van eene kolonie niet blijkt uit een evenwicht in de begrooting, doch wel uit de schatten, door haar bezorgd aan de burgers in het Moederland.

Heden ten dage denkt men er nergens aan, hulpmiddelen voor de begrooting te vinden in de koloniën. Dat ware gek (1).

(1) Ziehier, in dat opzicht, enkele bijzonderheden over sommige koloniën van eenige naaste naburen :

I. — Fransche Koloniën.

Algerië. — Het Moederland bekostigt de krijsuitgaven in Algerië-Tunisië of de als zoodanig beschouwde, zijnde 60 millioen frank, alsmede den gewaarborgden interest van de spoorwegen, welke 18,900,000 frank bedraagt, wat te zamen 78,900,000 frank uitmaakt.

Andere Fransche Koloniën. — Slechts weinige koloniën hebben een inkomen dat volstaat om hare bestuurskosten te betalen.

Thans bedraagt de rechtstreeksche belasting der Fransche belastingschuldigen voor de koloniën — uitgezonderd Noord-Afrika — meer dan 100 millioen frank. Het grootste deel daarvan (ruim 80 millioen) dient voor militaire uitgaven; deze woorden bezigt men in den meest uitgebreiden zin. Het overige dient voor burgerlijke en penitentiaire uitgaven.

In 1910 beliepen de uitgaven voor het Moederland 101,059,454 frank.

En 1911	—	—	—	103,501,077	—
---------	---	---	---	-------------	---

En 1912	—	—	—	103,477,406	—
---------	---	---	---	-------------	---

En 1915	—	—	—	103,535,395	—
---------	---	---	---	-------------	---

Voor dat laatste dienstjaar, was *West Fransch-Afrika* in de uitgaven van het Moeder-

Ook Nederlandsch Indië heeft de ergste crises beleefd.

Congo moest nooit tegen zoodanige crises worstelen; dat is buiten kijf. De Nederlanders hebben nochtans nooit den moed verloren: nooit deinsden zij terug voor de opofferingen welke hun, ten slotte, later steeds ruim vergoed werden.

Nederlandsch Indië werd bestuurd onder de meest verschillende stelsels.

land afzonderlijk begrepen tot een bedrag van 20,555,575 frank (hoofdzakelijk militaire uitgaven) en *Fransch Congo* voor 8,583,802 frank.

De Ministeriën van Oorlog en van Zeewezen, in Frankrijk, moeten daarenboven zware koloniale uitgaven bestrijden, welke niet begrepen zijn in de begrooting der koloniën. De militaire uitgaven voor 1912 zijn geraamd op 34,205,575 frank.

II. — Engelsch Afrika.

Oost-Afrika. — 1911-1912:

Ontvangsten: 729,078 pond sterling.

Uitgaven: 772,554 p. st., waaronder 27,929 p. st. als bijzondere uitgaven voor Magadi.

Tekort: omtrent 1,081,900 frank.

Toelagen: (Grant-in aid) 190,000 p. st. (nagenoeg 4,750,000 frank), daarin begrepen 75,000 p. st. als bijzondere toelage voor Magadi.

Uganda. — De ontvangsten en uitgaven voor twee jaar (gesloten op 31 Maart) bedroegen:

1910-1911:

Ontvangsten: 191,094 p. st.

Uitgaven: 252,734 p. st.

Tekort: nagenoeg 1,552,000 frank.

1911-1912:

Ontvangsten: 203,492 p. st.

Uitgaven: 285,689 p. st.

Tekort: nagenoeg 2,004,295 frank.

Toelagen (Grant-in aid):

1910-1911 = 96,000 p. st. (nagenoeg 2,400,000 fr.)

1911-1912 = 65,000 p. st. (nagenoeg 1,625,000 fr.), welke cijfers niet begrepen zijn in de vorige.

De uitgaven ten laste van het Moederland voor zijne koloniën en protectoraten (*ter uitsluiting van Indië*) bedragen jaarlijks meer dan één millioen p. st. wegens toelagen en bestuurskosten.

III. — Duitsch Afrika.

1912. *Kameroen*. — Ontvangsten en uitgaven voor 1912: 9,590,000 mark, waaronder 2,545,000 mark *toelagen*.

1912. *Zuidwest-Afrika*. — Ontvangsten en uitgaven voor 1912, geraamd op 36,020,000 mark, waarin begrepen is eene *bijdrage van het Rijk* tot beloop van 13,828,000 mark.

1912. *Oost-Afrika*. — Ontvangsten en uitgaven voor 1912, geraamd op 19,520,000 mark, waarin begrepen is eene *bijdrage van het Rijk* tot beloop van 5,618,000 mark.

In Duitschland bedraagt de koloniale begrooting 100 millioen mark. Meer dan de helft van de gewone uitgaven wordt gedekt door toelagen van het Moederland.

Al die cijfers zijn ontleend aan *The Statesman's Year-book*, uitgave 1913, en aan de Statistiek der financiën van Frankrijks koloniën (*Office Colonial*, 1902-1911).

Twee eeuwen lang werden zij beheerd door eene zelfstandige bevoorrechte maatschappij.

Toen deze maatschappij in 1798 afzag van dit beheer, werd de Kolonie beheerd door den Staat, doch zij werd door dezen verplicht in hare eigene behoeften te voorzien. Dit gaf aanleiding tot de toepassing van het stelsel van den gedwongen arbeid. De bevolking was er weldra in ellende en slavernij gedompeld.

In 1811 namen de Engelschen bezit van Java. De ondergouverneur Raffles verving den gedwongen arbeid door de economische vrijheid en voerde een stelsel van belastingen in. Deze hervormingen veroorzaakten eene financiële ramp, doch daardoor steeg de algemeene welvaart.

In 1817 werd Indië teruggeschonken aan Koning Willem.

De Grondwet van 1813 liet het bestuur der koloniën over aan den Koning alleen, zonder toezicht van de Kamers.

Ten einde de financiële lasten van Nederland zooveel mogelijk te verminderen, legde de Koning er zich vooral op toe, door de Kolonie te doen bestrijden al hare eigene uitgaven en de meest mogelijke lasten van het Moederland.

Daartoe bestond geen ander middel dan het opnieuw invoeren van den gedwongen arbeid.

Hij kon aan de verzoeking niet weerstaan.

Dit stelsel werd in Nederland toegepast tot 1870. Het verschaftte aan den Staat aanzienlijke geldmiddelen. Niettemin werd het afgewezen uit hoofde van de misbruiken die daaruit voortsproten : geldafpersingen, verarming van de inlandsche volksstammen, opstanden en dezer beteugeling, alle gevolgen van de hoofddwaling, door dat stelsel gehuldigd, wat betreft de bestemming der Koloniën.

In 1870 werden hieromtrent grondige hervormingen ingevoerd : Nederland verving den gedwongen arbeid door de belasting en de handelsvrijheid. Dat is ook, in hoofdzaak, ons eigen koloniaal stelsel.

Ten aanzien van de begrooting waren de gevolgen noodlottig. Na die hervormingen moest Nederland, gedurende geruimen tijd, een tekort op de begrooting bestrijden ondanks het invoeren van aanzienlijke en winstgevende Staatsbedrijven.

Van 1872 tot 1910 bedroeg het gezamenlijk tekort ten laste van Nederland 267,607,849 frank, waarvan 114,033,942 frank van 1904 tot 1910.

Doch daarentegen gaf het nieuwe stelsel aanleiding tot eene ongehoorde uitbreiding van de private handels- en nijverheidsondernemingen, alsmede van den handel van het Moederland.

In 1898 bedroeg de invoer 253,523,129 frank en de uitvoer, ten gevolge van eene voortdurende toename, 419,224,493 frank. In 1910 bedroeg de invoer 753,119,084 frank en de uitvoer 950,455,495 frank.

Dank zij den bloei waarin de Kolonie na aanhoudende pogingen thans verkeert, bestaat er geen tekort meer. Sedert 1912 is er integendeel opnieuw overschot en de Nederlandsche Staathuishoudkundigen zijn thans van meening dat de Staat de geldopofferingen, welke hij zich getroostte, zal inwinnen.

Iedereen begrijpt dat, na zulke uitslagen die den handelsrijkdom van Nederland uitmaken, de Nederlandsche Staat, die daarop rekende, niet aarzelde, den last van een gestadig tekort jarenlang te doen betalen door de Schatkist; voor hem was dit slechts de kleine zijde der zaak.

Soortgelijke verwachtingen bezielde onbetwistbaar al wie de overname van Congo voorstond en tot een goed eind bracht.

En wanneer men nagaat welke natuurschatten onze pas geboren Kolonie bezit — natuurschatten die men slechts begint te ontdekken —, dan zou men voorwaar weinig wijselijk handelen door niet de toekomst af te wachten en zich door eene hersenschim te laten afschikken.

Welke beslissingen men ook moge nemen, in alle verantwoordelijkheid, en welke de gevolgen daarvan ook moeten zijn, het oogenblik is gekomen, waarop daarover dient te worden baraadslaagd, en het ware een zware fout, het onderzoek daarvan te vertragen.

*
* * *

WERVING EN OPLEIDING VAN DE AMBTENAREN.

A. ONDERWIJS.

Koloniale School.

De Koloniale School, waarvan de oorsprong te vinden is in eene soortgelijke instelling tot stand gebracht door den vroegeren Onafhankelijken Congostaat, werd opgericht bij koninklijk besluit van 28 September 1910.

Zij heeft ten doel, de ambtenaren en bedienden, die zich ten dienste van Belgisch Congo stellen, voor te bereiden tot eene bijzondere opleiding met het oog op het ambt dat zij in de Kolonie zullen bekleeden.

Het onderwijs, zooals het thans in de Koloniale School wordt gegeven, is dus een bijzonder en aanvullend onderwijs. Het onderstelt zekere wetenschap van algemeenen aard, verworven hetzij ter hoogeschool, hetzij in de middelbare of lagere onderwijsinstellingen.

De school is verdeeld in twee afdeelingen. De eerste (hoogere afdeeling) is voorbehouden voor de officieren en voor de houders van een diploma van hooger onderwijs, buiten de doctors in de rechten, de geneesheeren, de apothekers en veeartsen, die bijzondere leergangen moeten volgen; de tweede (lagere afdeeling) is bestemd voor de onderofficieren en de klerken.

Om toegelaten te worden tot de lagere afdeeling, moet de candidaat een examen hebben afgelegd, waaruit blijkt dat zijne algemeene kundigheden beantwoorden aan het programma van het lager onderwijs en hem in staat stellen, de leergangen met vrucht te volgen.

De vakken van het programma zijn dezelfde voor beide afdeelingen, met dit verschil dat de voordrachten in de hoogere afdeeling meer uitgebreid zijn uit hoofde van de hoogere ontwikkeling der candidaten. De onderwezen vakken zijn de volgende: Geschiedenis van de inrichting der Kolonie, aardrijkskunde, beginselen van de rechtswetenschap, bestuursinrichting en

krijgskunde, gezondheidsleer, taal der inlanders (Kiswahili). Er bestaan daarenboven sommige bijzondere leergangen (militaire reglementen, weerkunde en landhuishoudkunde, dierkunde, fokkerij en voeding, koloniale cultuurplanten, toldienst, begrootingsrecht, belastingen, nijverheids- en handelswetten, militaire onderrichtingen, aardkunde) voor de verschillende soorten van leerlingen, naar gelang van de ambten, welke zij in de Kolonie zullen bekleeden.

Voor de doctors in de rechten, toekomstige magistraten der Kolonie, werd eene bijzondere afdeeling tot stand gebracht (rechtskundige afdeeling). Zij behelst, buiten de algemeene leervakken van de hogere afdeeling der School, het onderwijs van het staats- en bestuursrecht van Congo, de rechterlijke inrichting en bevoegdheid in Congo, het burgerlijk recht en het strafrecht in Congo, de burgerlijke rechtsvordering en de strafvordering in Congo.

In den beginne waren er elk jaar, in de Koloniale School, vier leergangen van omstreeks zestig dagen. Het getal leergangen werd bij koninklijk besluit van 30 October 1913 verminderd tot drie. De duur ervan is verlengd tot drie maanden en vijftien dagen. De leerlingen der school ontvingen, in den beginne, eene verblijfsvergoeding van 8 frank per dag, indien zij de leergangen der hogere afdeeling volgden, en van 5 frank, indien zij de leergangen der lagere afdeeling volgden. De vergoeding was hun niet verschuldigd, indien hun om 't even welke jaarwedde werd betaald gedurende hun verblijf ter school.

Een onlangs genomen koninklijk besluit schafte die vergoeding af, omdat zij niet meer noodig was om het personeel te kunnen aanwerven. Die afschaffing werd nadrukkelijk afgekeurd door sommige leden van de Middenafdeeling.

Het personeel der Koloniale School bestaat uit verscheidene leeraars en een zeker aantal docenten. Op het einde van iederen leergang leggen de kandidaten een examen af over de verschillende vakken, ter School onderwezen.

Aan de geneesheeren, apothekers en veeartsen in dienst van de Kolonie wordt ter School voor tropische geneeskunde het technisch onderwijs gegeven, dat zij noodig hebben voor hun ambt in de Kolonie.

Ook de geneeskundige school is gesplitst in twee afdeelingen: de eerste, de hogere afdeeling, voor de geneesheeren en veeartsen; de andere, de lagere afdeeling, waar de eerste begrippen der gezondheidsleer en geneeskunde in de tropische landen worden onderwezen aan de apothekers en aan de kloosterlingen die zich als missionarissen naar Congo zullen begeven.

Het programma behelst de tropische pathologie, de gezondheidsleer, de woerkdierenleer en de techniek, de dierengeneeskunde en de veeartsenijkunde. De voordrachten worden aangevuld door kliniek en practische leergangen.

De vergoeding van 8 frank per dag, vroeger toegekend aan de leerlingen der School, is insgelijks afgeschaft. Er zijn drie leergangen per jaar. De kandidaten leggen, na afloop na iederen leergang, een examen af over al de onderwezen vakken.

Bij ministerieel besluit, dd. 1 Mei 1912, werd daarenboven ter School voor tropische geneeskunde een bijzonder examen ingesteld, waarbij de geneesheeren, in dienst van de Kolonie, den graad van geneesheer-dienst-overste of dien van geneesheer-toezichter kunnen bekomen.

Het programma van dit examen behelst :

1^o Een practisch examen over bloedleer, bacteriologie, helmintologie, protozoölogie, dierengeneeskunde; 2^o het opstellen, ter school, van een verslag over een vraagstuk van tropische gezondheidsleer (met inbegrip van de gezondheidsreglementen), de voorlezing en verdediging van dat verslag voor het leeraarskorps, zetelende als jury; 3^o het opmaken, buiten de school, van een verslag waarin beknopt zijn samengevat de geneeskundige waarnemingen van den candidaat in Afrika, het mondeling voordragen en het verdedigen van dat verslag voor het leeraarskorps, zetelende als jury; 4^o de beoordeeling van de verslagen van dien candidaat gedurende zijn verblijf in Afrika en, bij voorkomend geval, van zijne wetenschappelijke werken.

B. — WERVING.

Over het algemeen worden de aanzienlijke ambten in den territorialen en administratieven dienst, van af den graad van territoriaal bestuurder 2^e klasse of bestuursagent 3^e klasse; — bij de gewapende macht, van af den graad van onderluitenant; — voor de openbare werken, van af den graad van sectie-onderoverste — voorbehouden aan houders van universiteitsdiploma's en aan officieren die het examen van de koloniale school aflegden; de candidaten voor den territorialen en administratieven dienst, alsmede die voor de gewapende macht moeten daarenboven minstens 12 punten op een maximum van 20 punten bekomen. Is het getal punten beneden 12, dan geldt dit als een uitsluitingscijfer. De lagere ambten (territoriaal agent, klerk, militaire agent, onderofficier, werkopzichter) worden toevertrouwd aan de jongelingen die slaagden voor het eindexamen van de lagere afdeeling der Koloniale School.

Hier ook wordt aan den candidaat een graad toegekend volgens het getal bekomen punten. Aldus kunnen de leerlingen, die voor den administratieven en territorialen dienst 14 punten en daarboven bekomen, tot den graad van territoriaal agent 1^e klasse of van 1^o onderofficier benoemd worden.

Er werden daarenboven, om deze niet-gediplomeerden niet stelselmatig af te weren van de beter bezoldigde ambten in de Kolonie, examens ingesteld, waarbij hunne mogelijke benoeming tot die ambten is voorzien.

Het programma van het examen tot het bekomen van den graad van werkopzichter behelst eene proef over de Fransche taal, de aardrijkskunde van Congo, de rekenkunde, de meetkunde, de gezondheidsleer, de teekenkunst, de kennis van de bouwstoffen, het afteekenen van werken, de uitvoering van verschillende werken.

Het programma van het examen tot het bekomen van den graad van onderluitenant der Gewapende Macht, van territoriaal bestuurder 2^e klasse

of van bestuursagent 3^e klasse, behelst eene proef over de Fransche taal, de Vlaamsche taal of eene vreemde taal, de geschiedenis van Congo, de aardrijkskunde, de rekenkunde, de meetkunde, de stekunde, de natuurkunde, de gezondheidsleer, de plaatsbeschrijving, de staats- en bestuursinstellingen, de rechtsbeginselen, het bestuur en het boekhouden. De leergangen van artillerie, tijdelijke vestingwerken, krijgskunst en kriegsreglementen, behooren tot het examen van onderluitenant alleen.

Een laatste punt : de vakopleiding van de ambachtslieden die naar de Kolonie trekken. Voor deze opleiding wordt sedert eenigen tijd gezorgd door de *École des Arts et Métiers* te Pierrard-bij-Virton. Aan de ambachtslieden wordt er gegeven, benevens een theoretisch onderwijs betreffende sommige begrippen van gezondheidsleer, van aardrijkskunde, enz., een technisch onderwijs met het oog op de bediening, waarmee zij in Congo kunnen belast worden. In een verslag doet het bestuur der School kennen, van welke hoedanigheden (bedrevenheid, verstand, initiatief) de candidaat blijk gaf gedurende zijn verblijf in de school, alsmede welke theoretische begrippen hij gedurende dit verblijf heeft verworven. De leergange duren thans ongeveer eene maand.

*
* * *

Het komt ons voor, dat er eene groote leemte is in dit stelsel van opleiding der ambtenaren.

Het richt zich enkel tot hen, die reeds hebben besloten in dienst van de Kolonie te treden.

Het verwekt geene neiging daartoe.

Ongetwijfeld is er in België geen gebrek aan mannen die de vereischte kracht en hoedanigheden bezitten om de moeilijke koloniale ambten te vervullen of om in de Kolonie, op elk gebied van 's menschen bedrijvigheid, handelend op te treden.

Dergelijke uitnemende mannen zijn ons onontbeerlijk.

Zij doen zich niet kennen, zij treden niet talrijk genoeg op : dat kan niet betwist worden.

De groote oorzaak daarvan is, dat onze koloniale opleiding blijkbaar onvoldoende is.

Hoe talrijk zijn de Belgen, zelfs in de meest verlichte kringen, voor wie de Kolonie, zooniet eene vreemde, dan toch eene onbekende zaak is!

Voor het volk dient zij slechts om onze politieke twisten aan te vuren.

Alleen door ons persoonlijk initiatief worden wij aangezet, ons op meer ernstige wijze met de Kolonie bezig te houden : dat volstaat niet.

Laat het zich, te dezen opzichte, begrijpen dat de geschiedenis van onze Kolonie en van hare instellingen niet als verplicht vak voorkomt op de officiele programma's van ons middelbaar en hooger onderwijs?

Mochten op onze programma's, welke met zoovele nuttelooze zaken zijn overlast, ernstige begrippen van koloniale studiën voorkomen, dan zou de volksgeest ras gevormd zijn. Menige roeping kon eruit geboren worden.

Is het niet wenschelijk dat de vakken van het programma der Koloniale

School, met zorg en methode ingedeeld en onderwezen, voorkomen op het programma van het hooger onderwijs ?

Kan men ernstig aannemen, dat men voortaan in België doctor in de wijsbegeerte kan zijn zonder de politieke geschiedenis van Congo te kennen ?

Doctor in de rechten, zonder iets te kennen, niet alleen van de geschiedenis van Congo, maar zelfs van zijn staatsrecht, van zijne rechterlijke en administratieve inrichting, althans van de beginselen van zijn burgerlijk recht en van zijn strafrecht ?

Doctor in de geneeskunde, zonder de tropische ziekten te kennen ?

Bedoelde vakken dienden verplicht gemaakt te worden. Men zou daarenboven een meer omstandig programma van leergangen kunnen uitwerken, welke leergangen toegankelijk zouden zijn voor allen, doch verplichtend voor hen, die zich voorbereiden tot de openbare ambten in de Kolonie en gedwongen zouden zijn, om tot deze ambten benoemd te kunnen worden, wettelijke graden te bekomen.

Zóó zou de Belgische jeugd zich ook om de koloniale studiën bekommeren, en ongetwijfeld zou dit weldra de heilzaamste gevolgen hebben, niet enkel wat betreft de aanwerving van het koloniaal personeel, doch ook wat betreft de geestesgesteldheid van het volk dat tot nu toe zich al te weinig bekommert om Congo en al wat de Kolonie aangaat.

BEHANDELING VAN DE BEGROOTING.

A. IN DE AFDEELINGEN.

De begrooting werd goedgekeurd in vijf afdeelingen, verworpen in ééne. De stemmingen werden uitgebracht als volgt :

	Ja	Neen	Onthoudingen
1 ^e afdeeling	2	2	0
2 ^e —	6	8	4
3 ^e —	14	0	0
4 ^e —	9	8	1
5 ^e —	11	1	
6 ^e —	16	5	
Te zamen.	64	22	5

B. MIDDENAFDEELING.

§ 1. Gewone ontvangsten en uitgaven.

De gewone begrooting voorziet een tekort van 21,484,724 frank.

De ontoereikendheid der middelen spruit inzonderheid voort uit de volgende oorzaken :

1. De caoutchouc-crisis.

Deze crisis geeft aanleiding tot eene vermindering van ontvangsten op de winsten van de Congoleesche vennootschappen, die zich bezighouden met

het inzamelen van caoutchouc : op zeer weinige uitzonderingen na, betaalden zij dit jaar geene dividenden hoegenaamd, en, al mochten de tijden opnieuw beter worden, dan toch zullen hare winsten het eerstkomend dienstjaar merkelyk verminderd zijn.

Uit hoofde van deze crisis nam het Koloniaal Bestuur eene reeks maatregelen, welke de lasten der voortbrengers verlichten, doch op 's Lands Schatkist eenen nadeeligen invloed oefenden en zullen oefenen. Het denkbeeld, premiën toe te kennen aan de voortbrenging, werd in 't midden gebracht : het bestuur wees het af, als zijnde zoo kostelyk als anti-economisch. Daarentegen moest de Regeering afzien van de door haar geïnde rechten : belasting op het caoutchouc, rechten op de herplanting, rechten op den uitvoer. Al deze rechten, welke nog onlangs licht te dragen waren, werden afgeschaft, opdat de Congoleesche nijverheid de concurrentie van de Maleische eilanden zooveel mogelijk zou kunnen bestrijden.

De bestaande tarieven voor het vervoer der goederen op de handelsvloot van Boven-Congo werden met ongeveer 20 t. h. verminderd ; zij werden dus verlaagd van 280 frank tot 224 frank voor het vervoer van Leopoldstad tot Stanleystad. Het vervoertarief voor het caoutchouc werd met 50 t. h. verminderd, dus van 120 frank tot 50 frank voor ditzelfde vervoer. Door de afschaffing van de rechten zal de Schatkist meer dan 5 millioen verliezen ; voegt men daarbij de vermindering der vervoertarieven, dan beloopt het wegens deze verschillende oorzaken geleden verlies ongeveer 5,500,000 fr.

*
* *

2. *Afstand van het Staatsdomein.*

Nu het Staatsdomein verdwenen is en de goederenvoorraad, welke daarvan afkomstig was, is verkocht (de uit dien hoofde voor 1913 voorziene ontvangsten overschreden 9 millioen), is de Kolonie voorgoed beroofd van de middelen welke zij uit het exploiteeren van het domein trok, welke middelen destijds schier toereikend waren om de begrooting van den Onafhankelijken Staat te dekken. Laten wij slechts aanhalen de laatste rekeningen, door den Congostaat bekendgemaakt : op die van 1907 was in het artikel « Nationaal Domein. — Belasting in natura » uitgetrokken een krediet van fr. 16,525,692.25, dus 46 t. h. van het geheel bedrag der gewone uitgaven, zijnde 55,747,531 frank.

Thans wordt uit dien hoofde niets opgetrokken en de gewone uitgaven zijn geklommen tot 51,956,000 frank ; zij vermeerderden dus met 44 t. h.

Het ware hoogst onrechtvaardig dit feit, waarvan al de gevolgen zich thans voor de eerste maal voordoen, ten laste van de Kolonie of van haar bestuur te leggen.

Wij hebben het aldus gewild, en terecht. Dienaangaande herinnert men zich nog het optreden van sommige vreemde mogendheden en de debatten, waartoe de afschaffing van het Kroondomein aanleiding gaf in onze Wetgevende Kamers.

Niemand weigerde die afschaffing goed te keuren.

Niemand mag dus de gevolgen daarvan aan anderen aanrekenen.

Het is waar, de verdwijning van die bron van inkomsten wordt vergoed door fiskale maatregelen, welke werden ingevoerd naar aanleiding van het vestigen der handelsvrijheid :

De oogstverloven,

De belastingen naar de drie grondslagen,

De patentrechten, enz.

Niettemin laten zij een tekort bestaan, waarin noodzakelijkerwijs moet worden voorzien.

*
* * *

Terwijl de ontvangsten verminderen — sommige leden van de Middenafdeeling meenen dat de vermoedelijke ontvangsten hieromtrent zelfs te hoog zijn geraamd — nemen de uitgaven toe.

Voor 1914 voorziet de begrooting eene verhooging van 1,002,936 frank.

Alleen uit hoofde van de lasten der Openbare Schuld en der Schatkistbiljetten bedraagt de verhooging reeds ongeveer 4 millioen, doch zij wordt grootendeels vergoed door de vermindering van sommige uitgaven, welke omstandig zijn vermeld in de toelichting van de begrooting. (bladz. 19 tot 25.)

Sommige leden van de Middenafdeeling maakten bezwaren tegen die vermindering van uitgaven.

Een hunner hield staande dat de vermindering van 1,008,374 frank, voorzien wat betreft het loon van het negerpersoneel ten gevolge van het vervangen van den bestendigen arbeid door den tijdelijken arbeid, slechts ten nadeele van de regeling van den arbeid kan bereikt worden. Dankt men de arbeidende negers bij tussenpoozen af, dan zou men gevaar loopen, ze later niet meer te kunnen aanwerven, wanneer men ze nodig mocht hebben.

Een lid beknipt het hoog bedrag der uitgaven voor het Museum van Terüueren.

De Afdeeling heeft dienaangaande den wensch geuit, dat deze uitgaven, alsmede die voor de Koloniale School en de School voor Tropische Geneeskunde worden gebrächt ten laste van het Moederland, daar zij dit laatste meer aangaan en aanbelangen dan de Kolonie, en het bijgevolg redelijk is, ze van de begrooting der Kolonie af te voeren.

*
* * *

Dit is de toestand.

Om het voorziene tekort der inkomsten aan te vullen, vraagt de Regeering machtiging om Schatkistbiljetten op korten termijn uit te geven, totdat het vraagstuk van zekere toevallige inkomsten opgelost is.

Door dit middel mag in geen geval worden vertraagd het onderzoek der maatregelen die zich opdringen om de koloniale begrootingen op een stevigen en bestendigen grondslag te vestigen.

De onzekere toestand, die uit de begrooting blijkt, dwingt ons, onze toevlucht te nemen tot de gewone geldmiddelen. Waar zal men die vinden?

Mag men die middelen, in den toestand waarin de jonge Kolonie thans

verkeert, van haar zelf eischen? Waaruit zouden ze kunnen getrokken worden? Zou men, door de Kolonie te verplichten in hare eigen noodwendigheden te voorzien, geen gevaar loopen haar tot onmacht te veroordeelen of althans hare ontwikkeling onmogelijk te maken?

Zal men het stelsel der scheiding van het vermogen in stand kunnen houden? Kan het Moederland al of niet ophouden, hare belangstelling te wijden aan de Kolonie? Kan het al of niet van elke tusschenkomst te haren bate afzien, haar elk hulpgeld of om 't even welken steun weigeren, zoodat van haar gebruik gemaakt wordt zonder zelf iets te wagen?

Zou men soortgelijke handeling eene wijze en voorzichtige politiek kunnen heeten? Zou dat geene onverschilligheid zijn, die mistrouwen zou verwekken bij anderen of waarin zij een voorwendsel zouden zoeken? Zou het niet aanleiding kunnen geven tot zeer gevaarlijke verwickelingen? Men denke wat men wil, al deze vragen dringen zich op.

In de toelichting der begrooting verklaart de Minister van Koloniën dat de Regeering van plan is, toekomend jaar een programma voor te leggen, strekkende om de toekomst onzer Kolonie in financieel opzicht te vestigen op wel bepaalde grondslagen.

De Middenafdeeling uit den wensch, dat dit belangrijk vraagstuk zoospoedig mogelijk onderworpen worde aan de Kamer. Waarschijnlijk zal het aanleiding geven tot ernstige besprekingen, doch het gelt een vraagstuk, dat men niet ter zijde mag schuiven.

*
* *

§ II. *Buitengewone uitgaven.*

Door een lid wordt de aandacht gevestigd op het feit, dat sommige kredieten, onder de buitengewone uitgaven uitgetrokken, zouden moeten voorkomen op de begrooting van de gewone uitgaven.

Hij wijst, onder andere, op het krediet uitgetrokken in artikel 10 om de uitgaven tot het bestrijden van de slaapziekte te dekken.

*
* *

In den loop van het onderzoek der begrooting heeft de Middenafdeeling eene reeks vragen gericht tot de Regeering. (Zie de bijlagen.)

*
* *

De Begrooting werd goedgekeurd met 5 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

De Verslaggever,

DU BUS DE WARNAFFE.

De Voorzitter,

SCHOLLAERT.

BIJLAGE

VRAGEN VAN DE MIDDENAFDEELING EN ANTWOORDEN
VAN DE REGEERING.1^{ste} VRAAG.

Welke waarden en goederen, begrepen in het afstandsverdrag, werden sedert de dagteekening van dit verdrag vervreemd?

Welke is de dagteekening van elke dier vervreemdingen en hoeveel brachten zij op?

ANTWOORD.

1° *Kassai*. — Naar luid van de overeenkomst van 11 Februari 1911, goedgekeurd bij de wet van 31 Juli 1911, en volgens de beslissing van de algemeene vergadering der aandeelhouders van de Kassai-maatschappij, dd. 1 Maart 1911, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 27 Augustus daaropvolgend, werden aan bedoelde Kassai-maatschappij afgestaan twee duizend tien kapitaalsaandeelen en twee duizend tien winstaandeelen van die maatschappij.

Het bedrag van dezen afstand, bepaald bij bovengemelde overeenkomst (*Staatsblad*, 5 Augustus 1911, n° 217), is 11,180,303 frank.

2° *Abir*. — Naar luid van de overeenkomst van 23 Mei 1911, goedgekeurd bij de wet van 28 Juli daaropvolgend, werden duizend volgestorte aandelen der Maatschappij Abir vernietigd.

3° *Antwerpsche Vennootschap voor den handel in Congo*. — Naar luid van de overeenkomst van 23 Mei 1911, goedgekeurd bij decreet van 28 Juli daaropvolgend, werden vernietigd zeventienhonderd aandelen van de Antwerpsche Vennootschap voor den handel in Congo.

2^e VRAAG.

Welke bestemming wordt thans gegeven aan de onroerende goederen, begrepen in het verdrag van afstand?

ANTWOORD.

De onroerende goederen, aan België afgestaan krachtens het verdrag tot overneming van den Onafhankelijken Congostaat en de aanvullende akte, werden aan het Ministerie van Financiën (Beheer van 's Konings schenking) overgemaakt volgens proces-verbaal van overdracht, dd. 2 Maart 1909.

Daar het Ministerie van Financiën sedert den dag der overdracht het volstrekt beheer van bedoelde onroerende goederen op zich heeft genomen, dient de vraag te worden gericht tot bedoeld departement (1).

(1) De vraag werd gericht tot den Minister van Financiën. — Zie : 15^e VRAAG.

3^{de} VRAAG.

1^o De Regeering gelieve op te geven, voor elk der zittingsjaren 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, en voor de reeds verlopen maanden van 1913 :

a) De kosten van de ontginning in eigen beheer der mijnen in de streek van Kilo?

b) De hoeveelheid gewonnen goud?

c) De opbrengst van het verkochte goud?

2^o a) Welk is de kostende prijs van een kilo goud?

b) Welke is de zuivere winst per kilo?

3^o Welk is het bedrag, in kilogrammen, van den voorraad aan goud in de aangeslibde gronden, volgens de tot heden gekende ontdekkingen?

4^o Welke is de waarde van de mijninrichtingen van den Staat in de streek van Kilo, namelijk die van de ontginningen in eigen beheer in de streek van Kilo en van de Moto, met inbegrip van de gebouwen, van de woonhuizen van het personeel en de magazijnen, alsmede van de meubelen, het materieel en het gereedschap?

5^o a) Werden nog andere goudmijnen ontdekt in bedoelde streek van Kilo?

b) Wanneer werden die mijnen ontdekt?

c) Wanneer werd de Regeering daarvan onderricht?

ANTWOORD.

1^o Littera a) ;

De ontginning in eigen beheer van de mijnen Kilo-Moto kostte in :

	1908.	. . . fr.	559,800	»
	1909.	. . .	886,440	»
	1910.	. . .	1,165,050	»
	1911.	. . .	1,963,062	»
	1912.	. . .	2,052,262	»
en zal kosten in :	1913.	. . .	2,380,815	» (nabijkomend cijfer .

Littera b) :

De hoeveelheid gewonnen goud bedroeg in :

	1908.	. . .	311	» kilgr.
	1909.	. . .	656	» —
	1910.	. . .	876	» —
	1911.	. . .	645	» —
	1912.	. . .	984	» —
en zal in :	1913,	nagenoeg	1,360	kilogram bereiken.

Littera c) :

De verkoop van goud heeft opgebracht in :

	1908.	. . . fr.	981,424	27
	1909.	. . .	1,896,958	94
	1910.	. . .	2,520,903	47
	1911.	. . .	2,360,216	71
	1912.	. . .	2,834,551	83
	1913.	. . .	1,767,863	36 (onvolledig cijfer).

2^o Littera a) :

De kostende prijs per kilogram goud bedraagt nagenoeg 1,800 frank.

Littera b) :

De winst per kilogram goud is nagenoeg 1,200 frank.

3^o De reservelagen der goudwinning bedragen heden 14,500 kilo, waarvan 1,500 kilo vóór zeer korten tijd werden ontdekt.

4^o De inrichtingen, gebouwen en toestellen der goudwinning van Kilo-Moto hebben eene waarde van nagenoeg 1,081,000 frank.

5^o Littera a) :

Er werden goudhoudende aanslibbingen ontdekt in het bekken van de Boven-Uele.

Littera b) :

De ontdekking dagteekent van 12 Juli 1913.

Littera c) :

De dienst werd daarvan onderricht den 22ⁿ Augustus 1913.

4^o VRAAG.

Zou de Regreering voor elk der jaren : 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, alsmede voor de eerste maanden van 1913 willen opgeven :

1^o *De kosten van het in bedrijf nemen der streken door den Staat, voor eigen rekening en voor rekening van de Maatschappij der Groote Meren ;*

2^o *De opbrengst van dit in bedrijf nemen ;*

3^o *De som toekomende aan de Maatschappij der Groote Meren ?*

ANTWOORD.

1^o De kosten van bedoeld in bedrijf nemen werden, van den aanvang af tot 1 Januari 1909 toe, geschat op fr. 3.85 per kilo caoutchouc en op fr. 7.50 per kilo ivoor, te Antwerpen verkocht voor gemeene rekening van de Kolonie en de Maatschappij der Groote Meren. Van 1 Januari 1909 af, werd het eens voor al bepaald bedrag, toegekend aan de Kolonie per kilo caoutchouc verkocht te Antwerpen, verhoogd tot fr. 4.95 per kilo, wegens het hogere loon van de inzamelaars en de meerdere kosten van onderhoud van het blanke personeel in Boven-Congo.

Beide prijzen van fr. 7.50 en fr. 4.95 zijn vaste prijzen, door beide partijen aangenomen; het is immers onmogelijk, het bedrag der kosten van het productief maken van bedoelde streken nauwkeurig te bepalen, daar het personeel, belast met de inzameling van de voortbrengselen der domein-gronden in die streken, ook aan verschillende territoriale diensten der Kolonie zijne medewerking verleent.

* *

2^o De opbrengst van dit in bedrijf nemen bedroeg voor :

1908.	. . .	91,947	kil. versche caoutchouc en	1,151	kil. ivoor.
1909.	. . .	98,482	—	2,553 1/2	—
1910.	. . .	90,491 1/2	—	2,248 1/4	—
1911.	. . .	157,305,600	—	4,713	—
1912.	. . .	154,152 1/2	—	1,698 1/4	—
1913.	. . .	54,220 1/2	—	niets	—

De cijfers voor het jaar 1913 zijn onvolledig. Zij betreffen de eerste acht maanden van het dienstjaar. Voor Ituri ontbreken ons nog de inlichtingen; ze werden door het bestuur aangevraagd, doch zijn tot nu toe niet ingekomen.

*
* *

3^o Zooals blijkt uit de balansen en uit de winst- en verliesrekeningen, heeft de Maatschappij van de Spoorwegen der Groote Meren ontvangen, als opbrengst van de voortbrengselen der Domeingronden :

in 1908	fr. 180,830.71
— 1909	323,133.85
— 1910	402,482.48
— 1911	232,724.97
— 1912	586,247.54

5^e VRAAG.

Is het waar dat het noodig is, wegens het toenemend verkeer op de lijn van Beneden-Congo, eene grootere spoorwijdte te geven aan den spoorweg en zelfs de richting der lijn te wijzigen ?

ANTWOORD.

In den huidige toestand volstaat de spoorweg van Beneden-Congo voor de vereischten van het verkeer. Doch, door de smalle spoorwijdte van de lijn en hare richting over heuvelachtige streken worden de bedrijfskosten in groote mate verhoogd.

Om den spoorweg oordeelkundig in bedrijf te kunnen nemen, zal de richting der lijn moeten gewijzigd worden, zoodat buitengewone hellingen en krommingen worden vermeden.

6^{de} VRAAG.

1. *De Regeering gelieve te zeggen op welke wijze zij van plan is, het aanleggen van vervoerwegen tusschen Katanga en Beneden-Congo voort te zetten.*

2. *Is het waar dat er in beginsel besloten is, eenen spoorweg tusschen Bukama en Beneden-Congo aan te leggen ? Zoo ja, welke zal nagenoeg de richting dier lijn zijn ?*

3. *Hoeveel zouden vermoedelijk bedragen :*

- a) *De lengte,*
- b) *De duur voor het aanleggen,*
- c) *De kosten,*

A. — *Van eene spoorlijn die Bukama zou verbinden met Beneden-Congo ;*

B. — *Van eene spoorlijn ter verbinding van Lualaba (Kabalo) met Lusambo ?*

4. a) *Welke is de bevaarbare lengte der Sankuru-Kassai van Lusambo af ;*

b) Welk is het vermoedelijk bedrag van de kosten tot het uitvoeren van de noodige werken om dien stroom gansch bevaarbaar te maken?

ANTWOORD.

§§ 1 en 2. — In het verslag over het bestuur van Belgisch Congo voor 1912 zijn uiteengezet de inzichten van de Regeering, wat aangaat het aanleggen van de vervoerwegen tusschen Katanga en Beneden-Congo. Onderstaand uittreksel uit dit verslag antwoordt op de §§ 1 en 2 der vraag.

Spoorweg van Beneden-Congo naar Katanga. — In het ontwerp van spoorweg van Beneden-Congo naar Katanga was voorzien het aanleggen van eenen spoorweg van 775 kilometer tusschen Bukama en Lukengo, aan de Sankuru. Daar vond de spoorweg zijne natuurlijke verlenging in de rivieren Sankuru, Kassai en in den Congostroom tot Leopoldstad.

Doch de aldus ontworpen spoorlijn levert een dubbel bezwaar op. Zij zou slechts van tijdelijken aard zijn en door de Zuidelijke gewesten van de Kolonie niet loopen. Ten einde een duurzaam werk tot stand te brengen en geheel die streek werkelijk en voorgoed te bezetten, werd door de Regeering beslist, een nieuw plan van spoorweg ten Zuiden van de lijn Kassai-Sankuru te doen instudeeren.

Deze lijn, ongeveer 1,900 kilometer lang, zou zich afscheiden van den Congospoorweg te Dolo en loopen over de Kwango omtrent den parallelcirkel 4° 30', alsmede over de Kassai dicht bij de plaats waar deze rivier met de Lulua samenvloeit; vervolgens zou zij niet ver van Luebo en Luluaburg doorgaan, de Sankuru oversteken omtrent den parallelcirkel 70 en zich te Bukama aansluiten met den spoorweg van Katanga. Deze richting zou tot omtrent 6° 50' breedtegraad, dus op eene lengte van meer dan 500 kilometer, dezelfde zijn als die voorzien in bovengemeld eerste ontwerp; daardoor zou men verbindingen naar Lusambo kunnen aanleggen. De *Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga* heeft de noodige maatregelen genomen om een aanvang te maken met de onderzoeken betreffende de 1,500 kilometer nieuw spoor volgens de Zuiderrichting. Die onderzoeken zullen, naar men verwacht, binnen een tijdsverloop van twee jaren kunnen voltrokken worden.

Het schijnt ons overbodig, nader te wijzen op de overgrootte belangrijkheid van die lijn: zij zou de bezetting van het grondgebied der Kolonie in het Zuiden en het productief maken van dit aanzienlijk gedeelte van Congo verzekeren; tevens zou zij de havens van Beneden Congo met Katanga en met Zuid-Afrika zoo spoedig mogelijk verbinden door middel van eene rechte lijn.

De eindoplossingen moeten worden voorbehouden totdat de onderzoeken voltrokken zijn; de besluitschriften zullen ingediend worden voordat de spoorweg Bukama bereikt.

§ 3. — a) Volgens bovenstaande toelichting wordt de lengte der lijn geraamd op 1,800/1,900 kilometer.

b) Het is onmogelijk vooraf te zeggen hoe lang dit werk duren zal. Men

zal echter de werken kunnen beginnen en te gelijker tijd doorzetten op de verschillende punten van de lijn, waar deze samentreft met de bevaarbare waterwegen van de Lualaba, de Kassai en dezer bijrivieren. Zooals blijkt uit het verslag van 1915 over het bestuur van Belgisch Congo, werd de grondgesteldheid reeds op eene lengte van 1,200 kilometer onderzocht; voor de overige 600 kilometer zal dit onderzoek weldra voltrokken zijn. Van Lubilash af tot Bukama toe, dus op eene lengte van 400 kilometer, zijn de definitieve onderzoeken voltrokken. In Augustus en September laatstleden zijn drie brigades vertrokken om tot de definitieve onderzoeken over te gaan in Katanga, Kwango en Dolo.

c) *Kosten :*

A. — Lijn tusschen Bukama en Beneden-Congo : daar de gemiddelde prijs per kilometer wordt geraamd op 140.000 frank, zal de lijn ongeveer 250 miljoen frank kosten.

B. — Lijn tusschen de Lualaba (Kabalo) en Lusambo : Volgens de bestaande kaarten (voor deze lijn werd inderdaad de grondgesteldheid niet onderzocht) kan de afstand tusschen Kabalo en Lusambo worden geraamd op ongeveer 500 kilometer; deze lijn zou bijgevolg nagenoeg 70 miljoen frank kosten.

§ 4. — a) De lijn Sankuru-Kassai, van Lusambo af tot de monding van Kassai, is ongeveer 960 kilometer lang.

b) De Regeering beschikt niet over de noodige gegevens om, zelfs bij benadering, het bedrag te ramen van de kosten der werken, welke men zou kunnen uitvoeren om deze rivier volkomen bevaarbaar te maken geheel het jaar door. De zaak is zeer moeilijk en misrekeningen zijn steeds te vreezen, wat betreft de gevolgen van soortgelijke werken in zulke groote rivieren, waarvan de gesteldheid zoo veranderlijk is.

7^e VRAAG.

Is er sprake van de naasting van den Congospoorweg?

Meent de Regeering dat het oogenblik gunstig is om tot de naasting van dien spoorweg over te gaan, nu de ontvangsten noodzakelijkerwijs zullen vermindern uit hoofde van de caoutchouc-crisis?

ANTWOORD.

Het recht van naasting kan men slechts in 1916 doen gelden; de zaak wordt door de Regeering niet uit het oog verloren.

8^e VRAAG.

Hoeveel Belgische officieren zijn er thans in dienst van de Kolonie?

ANTWOORD.

Thans zijn er 159 Belgische officieren in dienst van de Kolonie.

9^e VRAAG.

Wordt hunne wedde steeds door het Departement van Oorlog betaald?

ANTWOORD.

Behalve drie officieren die professor zijn aan de Koloniale School, wordt de wedde van de Belgische officieren, aangewezen voor den dienst der Kolonie, door het Ministerie van Koloniën betaald.

10^e VRAAG.

Hoe staat het met de begrooting voor 1913? Welk tekort voorziet men tot heden?

ANTWOORD.

Op deze vraag kan men thans niet met zekerheid antwoorden. Uit de stukken der boekhouding in Afrika, welke bij het hoofdbestuur zijn ingekomen, kan men niet opmaken eene juiste balans der begrooting voor 1913, op een datum die dichtbij genoeg is om over den toestand te kunnen oordeelen.

Het is nochtans zeker dat, ten gevolge van de caoutchouc-crisis en van de vermindering van ontvangsten die er uit voortspuit, het vermoedelijk tekort van 10,514,964 frank, voorzien in de begrooting van 1913, merklijk grooter zal zijn.

11^{de} VRAAG.

Koloniale School. Hoeveel leerlingen volgen regelmatig de leergangen?

ANTWOORD.

Gedurende het schooljaar 1912-1913 werd de Koloniale School gevolgd door 268 leerlingen, ingedeeld als volgt :

Hoogere afdeeling :				1 ^{ste} leergang :	35 leerlingen;
—	2 ^{de}	—	50	—	
—	3 ^{de}	—	29	—	
—	4 ^{de}	—	25	—	
Lagere afdeeling :				1 ^{ste} leergang :	28 leerlingen;
—	2 ^{de}	—	34	—	
—	3 ^{de}	—	38	—	
—	4 ^{de}	—	49	—	

12^{de} VRAAG.

Zou de heer Minister de gegevens voor eene begrooting van de exploitatie der spoorwegen van de Groote Meren kunnen mededeelen? Zou hij, namelijk, kunnen zeggen welke de vermoedelijke ontvangsten zullen zijn en hoeveel het aanleggen, het onderhouden en het exploiteeren van de verschillende baanvakken zullen kosten in 1914? Zou hij ook kunnen zeggen tot welk bedrag de

Regeering zal moeten tusschenkomen om de uitbetaling van het gewaarborgde dividend en de gewaarborgde aflossingen te verzekeren??

ANTWOORD.

De uitgaven in 1914, voor de verschillende werken aan de spoorwegen der Groote Meren, worden geraamd als volgt :

Lijn Stanley stad-Ponthierstad, nagenoeg	707,000 frank.
Vak Ponthierstad-Kindu »	345,000 »
Lijn Kindu-Kongolo »	1,556,000 »
Vak Kongolo-Bukama. . . . »	712,500 »
Lijn Kabalo-Tanganikameer. . . »	2,001,250 »
Algemeene dienst »	172,600 »
Te zamen »	5,494,350 «

Bij die ramingen zijn niet gerekend de uitgaven ten laste van de Spoorwegmaatschappij tot aankoop, in Europa, van zwaar materieel (booten, dwarsleggers, spoorstaven, rollend materieel). Zijn even min bijgerekend de vervoerkosten van dit materieel van Antwerpen naar Stanley stad.

Het is onmogelijk, nu reeds eene begrooting van de exploitatie der Spoorwegen van de Groote Meren op te maken.

Het aanleggen van de lijnen en bijhoorigheden is niet voltooid en de kosten van aanleg en exploitatie kunnen nog niet afzonderlijk bepaald worden.

Elke raming van de ontvangsten in 1914, uit hoofde van deze voorloopige exploitatie, zou gewaagd zijn. In 1912 bedroegen die ontvangsten 599,436 frank.

Het bedrag der gewaarborgde som voor interesten en aflossingen aan het kapitaal van de Maatschappij der Spoorwegen van Boven-Congo naar de Afrikaansche Groote Meren, werd geraamd op 2 miljoen frank. Een niet beperkend krediet van gelijk bedrag werd op de begrooting voor 1914 uitgetrokken.

15^{de} VRAAG.

De Kolonie neemt in bedrijf de gronden, waarvan het genot, niet de eigendom, gedeeltelijk toegekend werd aan de Maatschappij van de Spoorwegen der Groote Meren.

Zou de heer Minister willen zeggen of het tusschen de contracteerende partijen duidelijk bepaald werd dat alleen het gedeeltelijk genot der gronden toegekend werd aan de Maatschappij der Groote Meren?

Kan hij de uitvoerige gegevens voor eene begrooting van de exploitatie der gronden in 1914 verschaffen?

ANTWOORD.

Krachtens artikel 4 der overeenkomst van 4 Januari 1902, werden de gronden voor 99 jaren toegekend aan de Maatschappij der Spoorwe-

gen van Boven-Congo naar de Afrikaansche Groote Meren. Krachtens dezelfde bepaling worden die gronden, behoudens latere tegenstrijdige overeenkomst, door den Staat in bedrijf genomen voor gemeene rekening : de winsten worden verdeeld tusschen den Staat en de Maatschappij, ieder voor de helft.

Het is duidelijk dat de Maatschappij de haar toegekende gronden niet in eigendom bezit. Niettemin is het waar dat bedoelde gronden feitelijk ondervreemdbaar zijn.

*
* *

Zooals de oogst der gewassen op de gronden en in de bosschen, toegekend aan de Maatschappij der Spoorwegen van de Groote Meren, thans geschiedt, is het onmogelijk de uitvoerige gegevens voor eene begrooting van de exploitatie dier gronden te verschaffen.

Zooals gezegd wordt in het antwoord aan M. Méchelyneck (2^{de} vraag), verleent het personeel, belast met het productief maken van die domein-gronden, zijne medewerking aan verschillende territoriale diensten der Kolonie. Daarom werd door het Bestuur en de betrokken Maatschappij een vaste prijs bij overeenkomst bepaald.

14^{de} VRAAG.

Kan de heer Minister aan de Middenafdeeling de gezamenlijke klacht mededeelen, welke door het technisch personeel der mijnen van Kilo werd ingediend in 1911? Kan hij ons zeggen welk gevolg daaraan gegeven werd?

ANTWOORD.

Deze zaak is van uitsluitend administratieven aard.

15^e VRAAG (1).

Waar toe dienen thans de onroerende goederen begrepen in het afstandsverdrag?

ANTWOORD.

De onroerende goederen begrepen in het afstandsverdrag worden thans gebruikt zooals is aangewezen : 1^o in de bijlage van bedoeld verdrag, wat betreft de goederen vermeld in bijlage B, n^o 6, van dit verdrag; 2^o in de overeenkomst, op 24 December 1906 gesloten tusschen den Onafhankelijken Congo-Staat en de Kroonstichting, wat betreft de goederen vermeld in bijlage B, n^o 7.

Eenige van die onroerende goederen konden tot nu toe, ten gevolge van allerhande omstandigheden, niet gebruikt worden zooals werd voorzien. Men benuttigt ze zoo voordeelig mogelijk, namelijk door ze te verhuren.

Al die onroerende goederen zijn het eigendom van België, niet van de Kolonie.

(1) Zie de 2^e Vraag.

16^{de} VRAAG.

Op eene eerste vraag werd door den Minister geantwoord dat lagen van goudhoudende aanslibbingen werden ontdekt in het bekken van Opper-Uele en dat deze ontdekking, gedaan op 12 Juli 1913, ter kennis van den dienst werd gebracht op 22 Augustus 1913.

Kan de heer Minister dit antwoord niet aanvullen en aan de Middenafdeeling mededeelen waar er gouderts ontdekt werd en wanneer de dienst en het Bestuur daarvan kennis kregen?

ANTWOORD.

Op 29 September 1913 werd door het Beheer der mijnen in Afrika aan het Hoofdbestuur medegedeeld, dat men het aan den dag komend uiteinde van twee aders van goudhoudend erts had ontdekt in het bekken van Nizi (Kilo).

Deze tijding werd bevestigd door het technisch verslag der mijnen van Kilo, dd. 11 October 1913, dat te Brussel toekwam op 18 October laatstleden.

17^{de} VRAAG.

Zou de Regeering — ter aanvulling van de lijst, welke de bijlage A II van het afstandsverdrag uitmaakt, en in denzelfden vorm als die lijst — een staat willen mededeelen van de rechten van eigendom of gebruik gevestigd ten behoeve van de godsdienstige missiën waaraan de rechtspersoonlijkheid is verleend?

PLAATSEN.	Geregistreeerde rechten van eigendom of gebruik.			Verleende, doch nog niet geregistreeerde rechten van eigendom of gebruik.		
	Hect.	Aren.	Cent.	Hect.	Aren.	Cent.
<i>1. — Congregatie der Zendingen van Scheut.</i>						
Kisu	100	—	—	—	—	—
Vaku	100	—	—	—	—	—
Bokoro	100	—	—	—	—	—
Busu-Modanda	100	—	—	—	—	—
Boyange	—	—	—	100	—	—
Banana	—	36	84	—	—	—
Luebo	3	—	—	—	—	—
<i>2. — Paters Jezuïeten.</i>						
Kwamouth	1	8	75	—	—	—
<i>3. — Paters Redemptoristen.</i>						
Shonzo	—	5	—	—	—	—
Tumba	151	14	9.84	—	—	—
Kimpese	87	57	14.74	—	—	—
Kionzo	36	—	—	—	—	—
Sona-Bata	200	—	—	—	—	—
Thysstad	1	66	00,03	—	—	—
<i>4. — Missie der EE. PP. Trappisten.</i>						
Coquilhatstad	2	1	44,60	—	—	—
Bokuma	—	—	—	2	—	90,12
Coquilhatstad	125	—	—	—	—	—
<i>5. — Wille Paters.</i>						
Kasongo	—	—	—	1	—	—
<i>6. — Gesticht der Franciskanessen, Missie van Maria.</i>						
Basoko	7	2	56	—	—	—
<i>7. — Missie van Mill-Hill.</i>						
Bokakata	97	—	—	—	—	—
Basankusu	10	—	—	—	—	—
<i>8. — Paters Benedictijnen.</i>						
Kapiri	—	—	—	3,600	—	—
Pala	—	—	—	150	—	Huur.
Guba	—	—	—	200	—	—
<i>9. — American Baptiste Foreign Mission Society.</i>						
Tondo	—	—	—	18	—	—
<i>10. — American Presbyterian Congo Mission.</i>						
Bena Peta	9	65	—	—	—	—
Leubo	—	—	—	1	—	—
<i>11. — Congo Baloto Mission.</i>						
Monopo	4	—	—	—	—	—
Yuli	10	—	—	—	—	—
<i>12. — Foreign Christian Missionary Society.</i>						
Bolengi	—	21	—	—	—	—
Longa	7	50	—	—	—	—
Bala-Lutombe	7	50	—	—	—	—
Monieka	—	—	—	7	50	—
<i>13. — Swedish Missionary Society.</i>						
Kingoi	2	69	68	—	—	—
<i>14. — The Kongo Evangelical Training Institution.</i>						
Kimpese	—	—	—	20	—	—

Werden, in beginsel en mits nadere regeling nog toegekend de volgende gronden :
Plaatsen.

	Oppervlakte.		
	Heet.	Aren.	Cent.
N ^o 1. Congregatie der Zendelingen van Scheut.			
Ibeke Gombo.	100	»	»
Baya	100	»	»
Irebu	3	»	»
Bikoro.	4	»	»
Boyange	200	»	»
Inongo.	8	1	42
Inongo.	91	98	58
Mushenge	200	»	»
Otete	200	»	»
Lusambo	1	63	»
Kanzenze	200	»	»
N ^o 2. Paters Jezuïeten.			
Wombali	200	»	»
Kikwit.	10	»	»
Kikwit.	»	18	75
Bandundu.	1	»	»
N ^o 3. Witte Paters			
Sint-Joseph van Pélichy	110	»	»
Tongeren, O.-L.-Vr.	118	»	»
Luik, Sint-Lambrecht	101	»	94
Thielt, Sint-Pieter	110	»	»
Tongeren, O.-L.-Vr.	2	»	»
Kuvu (Sint-Donaats-Brugge)	105	»	»
Kincha.	14	7	87
Kaliza	9	75	»
Nganza.	5	29	75
N ^o 4. Gesticht der Franciskanessen.			
Zendelingen van Maria.			
Nieuw-Antwerpen	17	44	41
N ^o 5. Orde der Benedictijnen.			
Kapiri	2000	»	»
N ^o 6. Congregatie van het H. Hart van Jezus.			
Lokandu	3	»	»
Lokandu	15	»	»
Avakubi	98	»	»
Yanonghé	4	»	»
N ^o 7. Zendelingen der Congregatie van den Heiligen Geest.			
Kundi	12	»	42
Kundi	87	99	58
Kongolo	100	»	»
Eigenbrakel, Sint-Jozef	100	»	»
N ^o 8. Dominikanen.			
Dungu	1	»	»
Suronga	»	30	»

	Plaatsen.	Oppervlakte.		
		Hect.	Aren.	Cent.
N ^o 9. Capucienen :				
Banzyville		54	46	92
N ^o 10. American Baptist Foreign Mission Society :				
Vanga		5	»	»
N ^o 11. American Presbyterian Congo Mission :				
Luebo		1	81	05
Lusambo		1	»	»
N ^o 12. The Baptist Missionary Society Corporation :				
Yakusu		»	25	»
Kinshasa		1	55	12
Yalemba		16	»	»
Mabondo		5	»	»
Waika		5	»	»
N ^o 13. Christian and Missionary Alliance :				
Boma		»	12	50
N ^o 14. Congo Balolo Mission :				
Baringa		6	»	»
Yaoseki		10	»	»
N ^o 15. Swedish Missionary Society :				
Kingoi		28	18	16
Mukimbungu		8	84	57
Kikenge		56	15	25
Kibunzi		8	25	»
N ^o 16. Société belge de missions protestantes au Congo :				
Muyeye (Tshofa		128	»	»
N ^o 17. Garengze Evangelical Mission :				
Koni Hill		75	»	»
Bunkeya		16	»	»

18^{de} VRAAG.

Is het waar dat er geschillen zijn opgerezen tusschen de ambtenaren der Kolonie of de Regeering en de missionarissen?

Welk is de aard van die geschillen en zijn ze vereffend?

ANTWOORD.

Tusschen ambtenaren en zendelingen ontstonden er zekere moeilijkheden, die aanleiding hebben gegeven tot antwoorden in de Kamer. Die moeilijkheden zijn uit den weg geruimd. De eenige moeilijkheid, die nog uit den weg moet geruimd worden, betreft de magistraten betrokken in de zaak van E. P. Cambier, over wier houding moet uitspraak worden gedaan door het Hof van Beroep te Boma, overeenkomstig artikel 18 van de Koloniale wet.